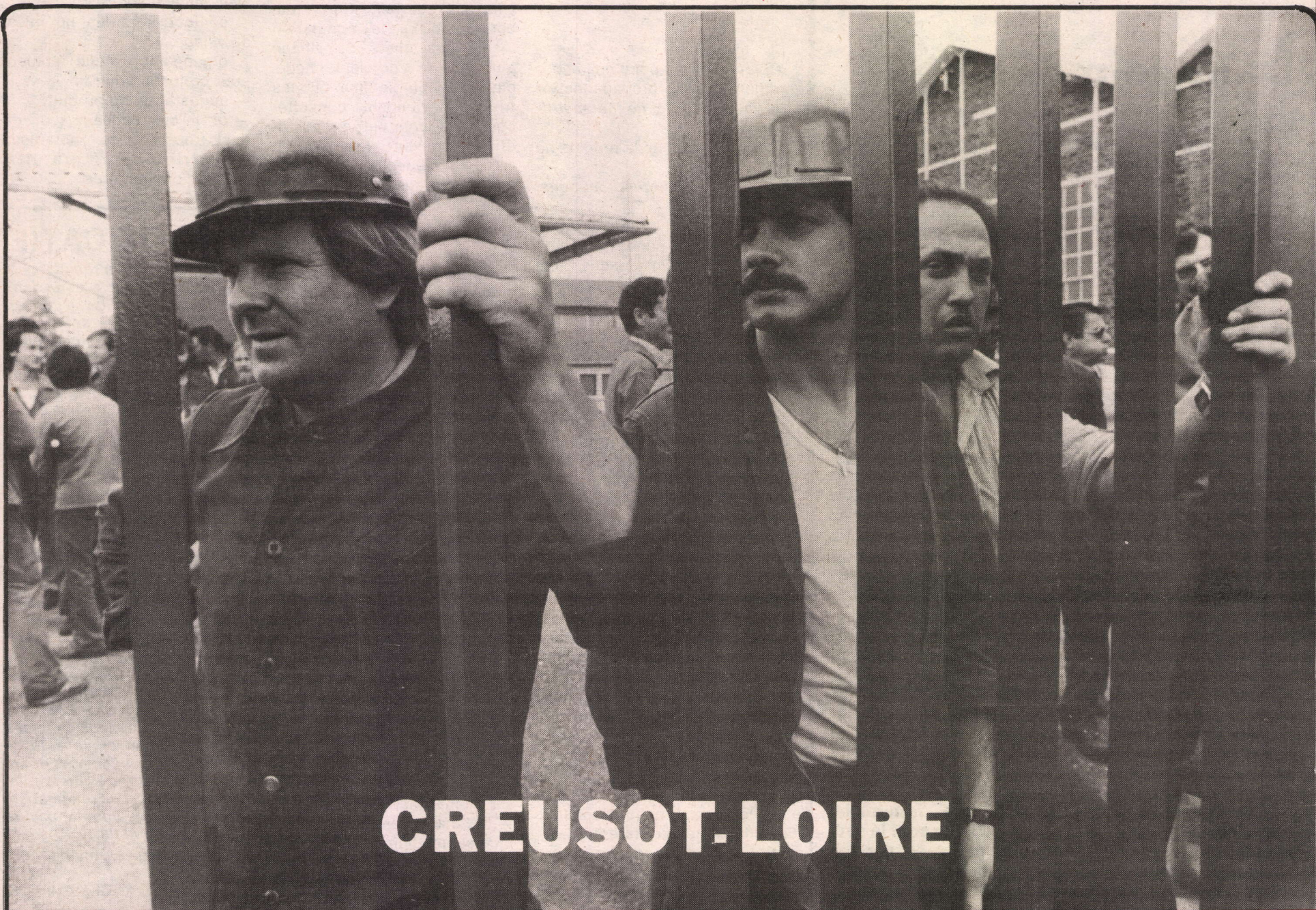


PC et PS à la recherche d'une autre image
à défaut d'une autre politique p. 8 et 9

lutte ouvrière

**LES
MINEURS
ANGLAIS
EN
GRÈVE** p. 20

Hebdomadaire - paraît le samedi - N° 840 - 7 juillet 1984 - prix : 6 F



CREUSOT-LOIRE

L'EXPROPRIATION,
la seule chose que les patrons
n'auraient pas volée !

sommaire

En France

Pages 4 et 5 :

- Creusot-Loire : « Liberté d'entreprendre » ou liberté de tout laisser tomber ? (hormis les profits)

Page 6 :

- En bref : EDF sur la sellette, les assureurs dépriment...

Page 7 :

- Un Salan de moins ! Mort d'un général mis en disgrâce par De Gaulle, réintégré dans l'armée par Mitterrand.

Pages 8 et 9 :

- PCF : deux pas en avant, un pas en arrière vers... la social-démocratisation.
- Au PS comme au PC : comment changer d'image ?

Page 12 :

- Dans les entreprises : CIT Alcatel (Ormes) ; Chantiers Navals de La Ciotat ; Bordeaux Hôpital Sud ; CRAMA (Bordeaux) ; Hispano-Suiza (Bois-Colombes).

Page 13 :

- Dans l'automobile : Renault-Cléon ; Renault Saint-Ouen ; Renault Flins ; Peugeot Dijon.

Dans le monde

Pages 10 et 11 :

- Le Portugal dans la crise : la politique du socialiste Soares : une politique contre les travailleurs.

Page 20 :

- Après quatre mois de grève des mineurs anglais, le gouvernement Thatcher forcé au compromis.

Culture

Page 17 :

- Les livres de l'été.

Page 18 :

- Livre : *Le Mexique puni*, un reportage de Jack London.

Page 19 :

- Film : *Utú*.

Pages 15 et 16 :

- Publication de la souscription pour soutenir Lutte Ouvrière aux élections européennes.

LUTTE OUVRIERE regroupe des militants pour qui le socialisme n'a ni le visage de Mitterrand, ni celui des actuels dirigeants de l'Union Soviétique.

Les travailleurs sont seuls capables de remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle, humaine, car communisme et socialisme sont le seul avenir possible pour l'humanité menacée par les guerres, les crises, l'épuisement des matières premières et la pollution dus à l'anarchie et à l'égoïsme de la société actuelle.

Les travailleurs devront détruire l'appareil d'Etat de la bourgeoisie, c'est-à-dire son gouvernement mais aussi son Parlement, ses tribunaux, sa police, son armée et exercer eux-mêmes, directement, le pouvoir, car le bulletin de vote ne peut pas changer la vie.

Les travailleurs n'ont pas de patrie et ils savent qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut pas être un peuple libre.

C'est pourquoi les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, c'est-à-dire communistes et socialistes révolutionnaires et internationalistes.

PPC, 25-27, rue de la Folie-Méricourt, 75011 Paris

Adresser toute correspondance à LUTTE OUVRIERE
B.P. 233 - 75865 - Paris Cedex 18
C.C.P. RODINSON PARIS 6851-10

Force et attrape :

« Ricard, la force digeste ! »

Une lectrice nous communique le texte d'une note qui circule entre cadres de la « division Afrique » d'une société d'études de marchés liée à Ricard. Cette note date du 14 mars 1984. La société Ricard suivra-t-elle les conseils et ceux-ci seront-ils efficaces ?

Toujours est-il que cette prose ne manque pas d'intérêt. A quoi sont prêtes les sociétés capitalistes pour faire de l'argent, sur n'importe quoi et n'importe qui !

Objet : mise au point de la nouvelle approche propagande en Afrique : l'approche thérapeutique.

Compte rendu de la réunion du 7/3/84

I — L'approche thérapeutique, qu'est-ce ?

Partant de la constatation que nos deux succès commerciaux en Afrique sont dus à une perception para-médicale du produit (Dubonnet/Nigeria : Tonic wine et Suze au Bénin), nous pensons que l'Africain est sensible aux arguments qui touchent à sa santé.

D'autre part, nous savons que la préoccupation numéro un des Africains vient des problèmes intestinaux. En effet, une mauvaise alimentation, le plus souvent avariée, les conduit à des problèmes de toute sorte.

Or, le Ricard est bien connu pour contenir de l'anis d'une part, et de la réglisse d'autre part. Ces deux plantes sont utilisées depuis très longtemps pour combattre les troubles intestinaux.

Au vu des éléments, nous avons décidé de mettre au point une politique visant à accréditer comme bon ce produit pour l'estomac et les intestins.

Pour cela, nous disposons de deux outils différents :

1) — Les médias

Nous devons être prudents dans nos affirmations. En effet, si nous allons trop loin, les campagnes pourraient se retourner contre nous. Aussi l'objectif sera de faire passer le message le plus discrètement possible tout en soulignant l'avantage produit.

BCRC a été briefé et nous a fait une proposition qui nous semble convenir à nos objectifs :

RICARD LA FORCE DIGESTE

Ce slogan nous permet de concilier deux objectifs :

- l'allusion au degré alcoolique de Ricard qui en fait une boisson forte (argument valable pour les Africains) ;
- digeste, quant à lui, positionne le produit comme bon pour la digestion.

2) — La propagande

A ce niveau, nous avons plus de liberté. En effet, « les écrits restent et les paroles volent ».

Nous pourrions miser sur la bouche à oreille pour propager l'idée que Ricard est bon pour l'estomac et les intestins sans trop craindre de retombées par les ligues anti-alcooliques européennes.

Il s'agit donc de mettre au point une méthodologie de propagande pour faire passer le message.

II — Méthodologie

Nous souhaitons équiper un groupe de propagande dont l'objet sera de visiter les villages en brousse ou les petites villes par quartier, afin de rencontrer, outre la population locale, les chefs de village ainsi que le « sorcier » (médecin local, non diplômé, que les Africains viennent consulter pour tous leurs petits maux. Il utilise souvent les plantes dans sa médecine) et de les convaincre que Ricard est bon pour la digestion.

Pour cela, il nous faut :

- 1 camionnette peinte aux couleurs Ricard et portant le slogan de la campagne Media. Elle sera, en outre, équipée d'une sonorisation.
- Il faudrait également des audiovisuels (minimum 2) avec des diapositives d'une durée approximative de 15 minutes. Nous devons pouvoir le projeter avec la camionnette (sachant que, souvent, nous n'aurons pas d'électricité à disposition).

L'audiovisuel devra comporter les éléments suivants :

- insister sur le fait que le Ricard se compose de plantes,
- montrer la technologie des laboratoires Ricard,
- démontrer les effets bienfaits du Ricard dans des termes les plus accessibles et compréhensibles par une assemblée très modeste.

Pour bien appuyer les visites, nous souhaiterions disposer du matériel suivant :

- le flask Ricard : son aspect un peu médicinal accréditera l'idée que nous souhaitons faire passer, et sa contenance correspond aux besoins,

- 1 petit paquet-cadeau à remettre au chef du village et au sorcier. Ce paquet comprendra 1 flask de Ricard avec des flacons d'anis et de réglisse à l'état naturel,

- des chewing-gum à l'anis ou des grains anisés Ricard afin de les distribuer aux enfants et les habituer (ou les vacciner !) au goût du Ricard,

- des mignonnettes pour les distribuer,

- le matériel de dégustation : verre/glaçons/eau froide,

- étudier un gri-gri publicitaire Ricard.

Déroulement d'une visite

- prise de rendez-vous au préalable,

- arrivée de la camionnette avec musique dans le village,

- contact avec les notables du village,

- organisation d'une réunion pour projection du film,

- dégustation du produit,

- offrir des cadeaux (coffret flask + bocaux) aux notables,

- distribution gratuite d'objets publicitaires.

RECTIFICATIF

Un lecteur nous réécrit :

« Suite à l'article paru dans LO du 30 juin page 2 concernant l'octroi d'une salle de la Maison du Peuple pour la tenue du meeting du Front National le jeudi 14 juin par le député-maire socialiste de Poitiers, M. Santrot, nous devons à la vérité l'insertion d'un rectificatif pour rester crédibles et éviter l'ouverture d'une possible polémique.

En effet, la veille de la date prévue pour le meeting, c'est-à-dire le 13 juin, sous la pression de la menace d'une manifestation d'une dizaine d'associations allant de la FEN à l'extrême-gauche, le maire a finalement refusé la salle accordée par « ses services » et le meeting s'est replié dans une salle privée (un grand hôtel sur la RN 10 à la sortie nord de Poitiers).

Je crois que nous sommes obligés de donner acte de ce sursaut de conscience politique du maire de Poitiers. J'ai peut-être eu tort de réagir aussi vite, mais cette énorme bavure m'avait fait bouillir !

Salutations révolutionnaires. »

C.T.

Lussac-les-Châteaux (86)

Bulletin d'abonnement

Je désire m'abonner aux publications suivantes (1) :

LUTTE OUVRIERE
pour une période de un an : 180 F
pour une période de six mois : 95 F
LUTTE DE CLASSE
(mensuel politique publié par Lutte Ouvrière)
pour une période de un an : 60 F

NOM :

Prénom :

Adresse :

Code postal :

Joindre la somme par chèque ou mandat-lettre à l'ordre de Michel Rodinson, CCP Paris 6851-10. A expédier à : LUTTE OUVRIERE, BP 233, 75865 Paris Cedex 18.
(1) Rayer les mentions inutiles

L'expropriation, la seule chose qu'ils n'auraient pas volée !

S I les manifestations, le jour même du dépôt de bilan de Creusot-Loire, ont prouvé quelque chose, par leur ampleur, c'est que la décision du P-DG de Creusot-Loire, Pineau-Valencienne, est un coup grave pour tous les travailleurs des usines du groupe, mais aussi pour toute la population de villes et régions entières.

Eh oui, les dirigeants et actionnaires de Creusot-Loire qui ont fait des profits colossaux en vendant des centrales nucléaires à l'EDF, des éléments de TGV à la SNCF, des tourelles de chars et autres joujoux à l'armée française, estiment aujourd'hui que cela ne rapporte plus assez, et ils mettent la clé sous la porte. Eux que les gouvernements successifs, de droite comme de gauche, ont toujours arrosés d'argent, ont déclenché une épreuve de force contre le gouvernement pour obtenir encore plus, et pour l'obtenir sans contrôle.

Le gouvernement pourtant demandait seulement que les gros actionnaires de Creusot-Loire fassent un petit effort pour combler le trou, qu'ils y mettent un peu de leur... de leur argent. Et ils en ont, car ils sont actionnaires d'autres sociétés de cet immense empire Schneider qui, elles, font des bénéfices.

Le gouvernement demandait aussi que son aide, entre autres sous forme de participation de banques ou sociétés nationalisées dans le capital d'Empain-Schneider, soit accompagnée d'un petit droit de regard sur la marche des affaires.

Mais les barons de l'acier et du nucléaire n'ont rien voulu savoir. L'argent de l'Etat, ils s'en déclaraient preneurs, mais sans contrepartie aucune.

Alors, dans la partie de bras de fer engagée avec le gouvernement, Pineau-Valencienne a choisi de mettre sa société en faillite. Sa société, mais pas les actionnaires, car eux comptent ainsi sauvegarder leurs avoirs, au contraire.

Tant pis si des milliers de travailleurs de Creusot-Loire doivent y perdre leur emploi ; tant pis si des milliers d'autres sont menacés de chômage aussi ; tant pis si des centaines d'entreprises ou de commerces vont fermer ; si des villes voire des régions vont mourir à petit feu. Les capitaines d'industrie, ceux qui ont la prétention de diriger le pays, d'être les seuls maîtres à bord, sont les premiers à quitter le navire dès qu'il prend l'eau. Et le naufrage, c'est pour les autres.

Le gouvernement, pourtant, a platement cédé. Fabius et les autres ont certes parlé de « scandale ». Ils ont dénoncé ceux qui auraient voulu « la nationalisation des

pertes » et « la privatisation des profits ». Mais les ministres ont le verbe haut pour mieux masquer qu'ils reculent lâchement devant ce qu'il faudrait faire.

La seule réaction digne et juste face à l'arrogance des dirigeants et actionnaires de Creusot-Loire serait de nationaliser immédiatement, sans indemnité ni rachat, tout le trust, et pas seulement ses secteurs qui ne sont plus rentables. Ce serait d'obliger les actionnaires à rembourser les dettes de la société, et d'assurer les investissements nécessaires, y compris en prenant sur leur fortune personnelle.

Ce serait cent fois légitime, car tout de même, c'est avec l'argent de l'Etat que ces actionnaires ont fait leur fortune pendant des décennies ! Et ce serait dans l'intérêt de la quasi-totalité de la population des régions concernées, des travailleurs, évidemment, mais aussi on le voit bien aujourd'hui, des commerçants, et encore des cadres, et même de ces petits patrons fournisseurs qui croient d'habitude que leur sort est lié à celui des grands trusts.

Eh oui, en contraignant les De Wendel, les Schneider et autres gros actionnaires à mettre la main à la poche plutôt que de laisser fermer les entreprises, le gouvernement aurait pu avoir la sympathie et le soutien non seulement des travailleurs, mais sans doute même de catégories sociales qui d'habitude ne portent pas dans leur cœur ni la classe ouvrière, ni la gauche.

Seulement, il aurait fallu que le gouvernement veuille s'attaquer au trust et aux actionnaires, et qu'il veuille faire appel à la population, pour contraindre les Pineau-Valencienne et Cie à céder. Mais le gouvernement préférerait en crever, que d'avoir cette attitude !

Oh, les nationalisations bidon, avec indemnités, qui rapportent surtout aux actionnaires nationalisés, le gouvernement s'y entend. Mais exproprier, reprendre aux actionnaires ce qu'ils ont légalement volé à l'Etat, ça non ! Et surtout, faire appel aux travailleurs, à leur mobilisation, pour contraindre un grand trust à céder, ça non plus, jamais ! Cela pourrait donner aux travailleurs des idées !

La rue, la mobilisation, le gouvernement les laisse à la droite. Lui, il respecte trop les institutions. Et lorsqu'il brandit quelque chose, c'est l'article 49-3 au Parlement, et d'ailleurs plus contre sa propre majorité que contre la droite qui le ridiculise. Et la gauche se déconsidère au gouvernement, toujours plus, jusqu'à ce qu'elle soit, elle aussi, contrainte au dépôt de bilan.

Alors, à nous, les travailleurs, de faire en sorte de ne pas être engloutis par sa faillite !

Arlette LAGUILLER

Droite contre gauche : bagarres en chambre !

Regonflée par le résultat des élections européennes et la manifestation du 24 juin dernier, la droite part en guerre contre le gouvernement. Champs de bataille : le Sénat et la Chambre des députés.

La docte assemblée, composée en majorité de sénateurs de l'opposition, a déposé une motion pour demander au président de la République de soumettre à référendum le projet de loi sur l'enseignement privé (sous-entendu, ce serait vraiment démocratique, contrairement à un vote à la Chambre des députés qui ne représente plus l'opinion).

Le Sénat, à majorité de droite, se prétend aujourd'hui le représentant de l'opinion publique et se veut le meilleur défenseur des libertés et de la

« souveraineté du peuple ». « Quand les Français reviennent d'un coup de tête sur lequel ils ont élu l'Assemblée, c'est le Sénat qui les reflète le mieux », écrit Alain Peyrefitte dans l'éditorial du *Figaro* du 30 juin.

Du côté de l'Assemblée nationale, l'opposition pratique l'obstruction pour tenter d'empêcher l'adoption des projets de loi sur la presse et sur l'enseignement privé avant la fin de la session extraordinaire du Parlement.

« Que le gouvernement, qui n'a plus le soutien politique ni moral du pays, retire donc ses projets liberticides », s'est écrié un député UDF de la Mayenne. « Nous sommes dans une situation révolutionnaire », a rajouté Pons, le Pilate

vengeur du RPR.

« Cette session extraordinaire ne vous permettra pas de parvenir à vos fins », a conclu Alain Madelin (UDF) à l'adresse du gouvernement et de sa majorité.

C'est le grand cirque, mais que la majorité prend au sérieux ! Un député socialiste du Rhône a dénoncé les propos de ses collègues de droite, « véritablement de nature putschiste ». « Nous allons au-delà de l'exercice de la loi républicaine » ! Et la docte assemblée de palabrer sur tous les putschs de l'histoire, d'embrayer sur la Résistance !

Aux dires de certains élus de gauche, ce serait « la première fois de l'histoire de la République que se manifeste une telle volonté délibérée d'empêcher

le Parlement de faire son travail, c'est-à-dire de faire la loi »... La seule chose certaine, c'est que les députés de droite sont moins respectueux des institutions parlementaires que ceux de gauche.

Bref, le congrès s'amuse. L'opposition multiplie les rappels au règlement, ce qui permet de parler cinq minutes, y compris de tout autre chose que du règlement ; elle multiplie les suspensions de séance pour « réunir son groupe », en fait pour bavarder dans les couloirs avec les journalistes. Le mercredi 4 juillet, au matin, six amendements seulement avaient été examinés sur les quatre-cent-cinquante déposés par l'opposition. Le rythme se serait un peu accéléré par la suite.

Cela dit, la « résistance » parlementaire présente un risque : celui de priver les députés, y compris les maquisards de droite, de leurs vacances. Les parlementaires inquiets ont trouvé un interprète, le sage des sages, en la personne de Poher, président du Sénat, qui a supplié qu'on lui laisse au moins son mois d'août.

L'été passé dans l'hémicycle ? Bof... ça ne concernerait de toute façon que quelques-uns : les vaillants combats se déroulent au sein d'une assemblée aux trois quarts vide ! Et puis de toute façon, Mauroy va couper court à tous ces jeux en faisant passer ses projets de loi par la grâce de l'article 49-3 de la Constitution gaulliste, c'est-à-dire sans discussion. Le Conseil des ministres l'y a autorisé !

« Liberté d'en ou liberté de



La manifestation le jeudi 28 juin au Creusot (AFP)

A l'annonce du dépôt de bilan : grève le vendredi 29 juin, et vif mécontentement...

A l'annonce du dépôt de bilan, jeudi 28 juin à 19 h a eu lieu au Creusot la plus importante manifestation dont se souviennent les habitants. Il y avait beaucoup plus de monde dans la rue qu'en 1968, remarquaient certains travailleurs. Il y avait entre 6 000 et 8 000 manifestants selon la presse locale. Les deux tiers étaient des ouvriers de Creusot-Loire et ils étaient rejoints par les employés municipaux, les employés de l'hôpital, de la clinique, des banques, les postiers, les ouvrières des entreprises de confection, les salariés et les patrons des entreprises sous-traitantes de Creusot-Loire, les professeurs et les instituteurs.

A la tête de la manifestation se tenaient comme d'habitude les élus locaux, le maire socialiste et le député socialiste, les conseillers municipaux PC, RPR, UDF. La manifestation s'est terminée selon la tradition à midi devant les grilles de la direction de Creusot-Loire au centre ville.

Avant la dislocation, le responsable CGT de Creusot-Loire a proposé l'occupation symbolique des portes de l'usine. L'après-midi, dans les différents ateliers, cette consigne, vague, a été appréciée de différentes manières. Aussitôt après la manifestation, quelques militants syndicaux CGT accompagnés d'une cinquantaine de travailleurs, sont allés bloquer les deux portes Magenta et Ste-Eugène (entrées des ateliers de Mécanique) en disant aux travailleurs qui arrivaient pour le poste de midi à huit heures de les rejoindre. Seulement ils étaient embarrassés et disaient eux-mêmes que c'était la pagaille, car il n'y avait pas de consignes de grève pour l'après-midi, et ils ne savaient pas s'il fallait réellement bloquer les portes ou s'il fallait laisser rentrer ceux qui le sou-

haitaient. Cela a provoqué de vives discussions entre les militants CGT et CFDT, et entre les militants CGT entre eux, incapables de s'entendre sur une marche à suivre commune. Et cela, devant une centaine d'ouvriers massés devant les portes avant la reprise du travail.

Les dirigeants CGT de Mécanique qui se tenaient à l'écart des portes, discutant entre eux, ont fini par répondre aux militants qui les interpellaient : « C'est aux gars de décider de leur mode d'action par atelier ». Quant aux dirigeants CFDT, ils faisaient le tour des portes, hurlant que c'était inadmissible d'empêcher les gens de rentrer et qu'il fallait les laisser passer.

Les travailleurs de Mécanique ont fait le choix, en grande majorité, de ne pas reprendre le travail l'après-midi car les ateliers étaient pratiquement vides. Ils sont repartis chez eux sauf une dizaine qui sont restés devant les portes jusqu'à 17 heures ou 18 heures. Dans une autre partie de l'usine, à l'atelier de CM1, les portes n'ont pas été bloquées mais à la prise du poste, de l'après-midi tout le monde s'est rassemblé attendant les consignes des trois délégués CGT influents dans l'atelier. Les dirigeants CGT de l'usine Tripodi, qui travaillent dans cet atelier, n'étaient pas là. Les deux autres responsables proposaient aux ouvriers qui avaient fait grève le matin de travailler normalement l'après-midi et à ceux qui étaient d'équipe l'après-midi d'aller bloquer deux heures la porte. « Pas d'accord », disaient certains, « on y va les deux postes ensemble ». Et environ 150 ouvriers sont sortis de l'atelier. Les autres sont rentrés chez eux ou restés à l'atelier en se déclarant en grève. Les 150 ouvriers de CM1 se sont retrouvés devant la « porte lourde »

avec une cinquantaine d'ouvriers de Framatome dont l'atelier est attenant à celui de CM1 et une soixantaine d'ouvriers des aciéries du Breuil qui sont très proches. Ils sont partis ensuite tous ensemble bloquer le carrefour du Pilon jusqu'à 17 h.

Au laminoir la majorité des ouvriers étaient en grève l'après-midi et 150 environ sont restés devant la porte Ste-Barbe, et sur la route, bloquant la circulation jusqu'à 17 h. De fait, sans qu'il y ait de mot d'ordre de grève précis l'après-midi, l'usine était vide toute la journée. Et cela n'a été rapporté ni dans la presse locale, ni à la télévision où il n'est question que de la manifestation du matin. Il était évident pour une majorité d'ouvriers que la journée du vendredi était une journée de grève. « C'est la moindre des choses, sinon on a l'air de quoi ? », disaient certains, rajoutant : « Lundi on

verra pour la suite du mouvement, les syndicats vont sans doute décider quelque chose ». Seulement les syndicats et la CGT particulièrement, très influente dans l'usine, ont volontairement évité que cette grève d'une journée des travailleurs de Creusot-Loire passe au premier plan.

Et au lieu de rassembler, derrière les travailleurs, toutes les autres catégories sociales de la ville, bouleversées elles aussi elle a canalisé les travailleurs derrière les « élus », qui, de droite comme de gauche, ont leur part de responsabilité dans la situation.

Et cela a donné du poids aux nombreux commentaires des politiciens et journalistes parlant sur un ton souvent à la limite du mépris des ouvriers du Creusot « qui n'ont pas de traditions de luttes violentes comparés à ceux de Longwy, qui ont l'habitude d'être servis, assistés par deux cents ans de

paternalisme Schneider » ou encore « qui sont calmes et responsables de leur outil de travail et conscients qu'il faut avant tout se préoccuper de remonter l'entreprise pour avoir des chances de trouver un nouvel acheteur ».

Il est certain que la majorité des travailleurs sont loin d'être prêts à une grève illimitée et que beaucoup ont du mal à réaliser qu'une vague de licenciements est possible. Mais vendredi, ils étaient en colère et tous en grève.

Le lendemain, samedi, la CGT a annoncé une nouvelle journée d'action pour le jeudi suivant, 5 juillet. Un certain nombre d'ouvriers qui attendaient que la CGT propose pour le lundi quelque chose ont été déçus. Et ils sont nombreux. « Repousser à jeudi, c'est enterrer le mouvement, ou encore, on attend jeudi et après on va encore attendre combien de temps ? ».

... mais journée d'action très encadrée par les syndicats le 5 juillet

La journée d'action du jeudi 5 juillet, que la CGT voulait nationale, a consisté le matin en un défilé en bus des ouvriers de Creusot-Loire venus de Nantes, St-Chamond, Chalon-sur-Saône.

A 10 heures, 7 bus sont arrivés au carrefour du Pilon, accueillis par une cinquantaine d'ouvriers grévistes. Alors que la majorité des travailleurs du poste du matin étaient en grève, très peu se sont déplacés au rassemblement. Les bus, escortés par une dizaine de voitures remplies de mili-

tants CGT du Creusot, ont sillonné la ville jusqu'à midi, précédés par une voiture sonnant appelant la population à venir au rassemblement à 14 h 30 devant l'usine.

L'après-midi, la CGT et la CFDT appelaient les travailleurs de journée et de poste d'après-midi à un débrayage de 3 heures et à un meeting suivi d'une visite des ateliers de Mécanique CM1 et Framatome. L'objectif affirmé des syndicats était de « démontrer que l'entreprise est viable et qu'il existe au Creusot des équipe-

ments (cuve pour centrale nucléaire et roue pour barrage hydraulique) dont on ne peut admettre l'abandon ». Or beaucoup de travailleurs, s'ils étaient d'accord pour la grève, ne voyaient pas l'intérêt de visiter l'usine ou de la faire visiter par d'autres.

Mais si la CGT a fait beaucoup de publicité à cette « journée de mobilisation générale et nationale », beaucoup d'ouvriers à l'usine du Creusot ont senti que tout était organisé sans eux par les centrales syndicales.

T-LOIRE

treprendre »

tout laisser tomber ?

=(hormis les profits)=

Un empire financier

Creusot-Loire n'est qu'un élément d'un vaste puzzle industriel et financier.

En aval, il y a bien sûr les filiales : treize sociétés : Framatome, constructeur de centrales nucléaires, 5 419 employés ; Delattre-Levivier, maintenance et bâtiments industriels, 4 095 employés ; Neyrpic, constructeur de turbines, vannes, composants nucléaires, 2 014 employés ; Clecim, équipements pour la sidérurgie et la métallurgie des non-ferreux, etc. Et aussi, aux Etats-Unis, Phoenix Steel, entreprise de sidérurgie, 1 124 employés, et au Brésil Mecanica Pesada, constructeur de turbines, moteurs diesel, équipements industriels, 1 902 employés. Au total, plus de 800 millions de capital, et plus de 17 000 travailleurs.

En amont, Creusot-Loire est à son tour contrôlé — à 50 % de son capital — par la Compagnie financière Creusot-Loire, elle-même contrôlée à son tour, à 45 % par la Compagnie générale d'industrie et de participation, c'est-à-dire par la famille De Wendel ; et à

55 % par Schneider SA.

Cette dernière société est elle-même contrôlée par Jeumont-Industrie (qui possède 20,4 % de son capital), qui est contrôlée par la Sopinfi, qui détient 39,83 % de ses actions. Et c'est la SPEP qui, avec 44,03 % du capital de la Sopinfi, chapeaute l'ensemble.

Il a dû falloir en accumuler du profit, pour alimenter cette pyramide de parasites financiers !

Quant à Schneider SA, à côté du canard boiteux — Creusot-Loire — elle contrôle aussi Merlin-Gérin, Jeumont-Schneider et Spie-Batignoles, toutes trois bien portantes et bien rentables, puisqu'en 1983, ces trois sociétés ont rapporté respectivement 159, 73 et 132 millions de bénéfices.

Aujourd'hui, Schneider veut se débarrasser de Creusot-Loire. Et c'est aussi simple que cela. C'est même la loi : protégés par les statuts de la Société anonyme, les actionnaires de Creusot-Loire n'y sont responsables qu'à concurrence du montant de leurs apports. Tout ce qu'ils peuvent y perdre, c'est

leur mise. Mais c'est une mise qu'ils ont — les Schneider, Empain, De Wendel et autres — récupéré cent fois plutôt qu'une en profits, et depuis longtemps.

A la rigueur, explique *Le Figaro* du 30 juin, « les entreprises sous-traitantes ont la possibilité de poursuivre Schneider qui contrôle 55 % de Creusot-Loire. Pour cela, il faudra démontrer que les dirigeants de Schneider sont également ceux de Creusot-Loire, et que toutes les décisions prises au niveau de la filiale l'ont été en fait au niveau de la maison mère... ». Mais ça, c'est une autre paire de manche ! Et comme l'écrit encore *Le Figaro*, « le fait que Didier Pineau-Valencienne porte la double casquette de P-DG de Creusot-Loire et de Schneider ne devrait pas suffire à entraîner Schneider dans le dépôt de bilan de sa filiale ».

Comme quoi les profits d'hier, comme ceux d'aujourd'hui — dans les autres sociétés du groupe — sont bien à l'abri, du moins des procédures judiciaires.

Jeudi 28 juin, le Tribunal de Commerce de Paris a finalement décidé la mise en règlement judiciaire de Creusot-Loire.

Dans l'immédiat, la direction du groupe reste en place, flanquée de trois syndicats et d'un juge-commissaire. Et tout ce beau monde doit mettre au point un plan de redressement, et un plan de règlement de ses dettes. Celles-ci, compte tenu des délais légaux, ne pourront de toute façon pas être réglées avant trois ans.

Mais si la direction du groupe obtient, de cette façon, un sursis pour payer ce qu'elle doit, les travailleurs, eux, risquent de ne pas bénéficier du même sursis.

Un certain nombre de filiales, déficitaires, comme Pinguely (fabrication de grues), Delattre-Duvivier, ou Clecim, pourraient être fermées. D'autres vendues, comme Framatome ou Neyrpic (et d'ores et déjà, la CGE, l'Alsthom, Renault et Panhard seraient sur les rangs).

Quoi qu'il en soit, dans tous les cas, il y a des suppressions d'emplois — Pineau-Valencienne lui-même a avancé le chiffre de 10 000 — et du chômage à la clef.

Tel est l'aboutissement d'une partie de bras de fer entre les dirigeants du groupe Schneider et le gouvernement, partie de bras de fer qui dure depuis plus d'un an.

A vrai dire les difficultés de Creusot-Loire ne sont pas nouvelles.

Constitué en 1970 par la fusion de la SFAC (Société des forges et ateliers du Creusot) et de la CAFL (Compagnie des ateliers et forges de la Loire), le groupe n'a connu, depuis, qu'une seule année de prospérité : en 1974. Et, depuis 1979, il a accumulé 3,4 milliards de pertes.

Mais si les difficultés de Creusot-Loire ne sont pas nouvelles, les aides de l'Etat ne le sont pas non plus. Premier groupe français de mécanique lourde, il vivait en fait, depuis bien longtemps, aux crochets de l'Etat.

Dès sa création, en 1970, il bénéficiait de subventions au titre du Plan acier.

Par l'intermédiaire de sa filiale, Framatome, qui, en 1975, obtenait le monopole de la construction des chaudières nucléaires, il vécut des commandes d'EDF, mais aussi de la SNCF (pour le TGV) et de l'armée (pour le matériel militaire lourd).

Et à l'étranger, comme l'écrit un journaliste du *Nouvel Economiste*, « ses ventes de matériel ferroviaire et d'ensembles clés en main sidérurgiques (étaient) largement imbriquées à la diplomatie française ».

En mars 1981 un nouveau Plan acier — la restructuration des aciers spéciaux — lui permettait de céder une partie de ses activités sidérurgiques à Usinor et Sacilor, et de réduire de 900 millions son passif.

Intervention encore de l'Etat — mais cette fois c'est Mitterrand à l'Elysée et Mauroy à Matignon — en juillet 1981. Avec la bénédiction et les deniers de l'Etat, les dirigeants de Schneider-Creusot-Loire se débarrassaient d'usines déficitaires : dans les chantiers navals (Chantiers de Dunkerque), la machine-outil (Ernault-Somva) et la sidérurgie (Métallurgique de Normandie).

En juin 1983, Pineau-Valencienne, P-DG de Creusot-Loire, menaçait — déjà — de déposer son bilan si les pouvoirs publics n'injectaient pas 7 milliards dans l'entreprise. En novembre 1983, c'était pratiquement chose faite : Creusot-

Loire obtenait pas loin de six milliards, sous forme de prêts à des taux plus qu'avantageux.

Mais dès mars 1984, les dirigeants de Creusot-Loire appelaient à nouveau l'Etat à leur secours. Ils réclamaient 2,5 milliards de francs, la transformation des prêts précédents en fonds propres, et, pour son secteur sidérurgique, un soutien « équivalent à celui versé aux groupes nationalisés ».

Jusqu'au bout, les négociations entre Schneider et le gouvernement ont buté sur deux conditions mises par le gouvernement à ce nouveau sauvetage : d'une part le versement de 800 millions par les actionnaires du groupe ; d'autre part, à titre de garantie des fonds qui seraient avancés, une prise de participation des banques — nationalisées — dans le capital du groupe, soit au niveau de la SPEP, soit au niveau de Schneider SA. Mais là, rien à faire du côté de Schneider, qui veut bien prendre l'argent de l'Etat, mais lui refuse tout droit de regard.

Un droit de regard qui ne serait sans doute pas allé bien loin puisque, si l'on en croit *Libération* du 30 juin, « une fois la restructuration de Creusot-Loire menée à bien — une affaire de 4 ou 5 ans — l'Etat et le pool bancaire s'engageaient à revendre les actions acquises en 1984 au cours de 1988 ou 1989 ». Autrement dit le gouvernement proposait une prise de participation aux pertes... mais pas aux éventuels futurs bénéfices !

Mais rien n'y a fait, et le bilan a été déposé.

L'attitude des dirigeants de Schneider-Creusot-Loire est tellement intransigeante et jusqu'aboutiste qu'elle est désapprouvée dans les milieux patronaux eux-mêmes. *Les Echos* du 14 juin écrivaient ainsi : « Veut-on vraiment (que le naufrage soit évité) ? C'est là la grande question, car lorsque l'industrie est politisée, il n'y a rien de bon à attendre. Didier Pineau-Valencienne affirme que ses actionnaires n'ont plus les moyens. Dans le passé, on a vu de grands capitalistes, comme Marcel Boussac, tout vendre pour sauver leur entreprise... ».

Quoi qu'il en soit, manœuvre politique ou volonté de se débarrasser de toute façon d'un secteur déficitaire, ou les deux à la fois, les dirigeants de Creusot-Loire sont arrivés à leurs fins.

PORTE DE SORTIE ?

La famille De Wendel, à travers la Compagnie générale d'industrie et de participation (CGIP), contrôlait 45 % de la Compagnie financière Creusot-Loire.

A l'approche du naufrage, à la fin du mois de juin, le P-DG de la CGIP annonçait des accords concernant la sortie du groupe Creusot-Loire. Les De Wendel retireraient leurs billes, moyennant le versement d'une

avance de 100 millions de francs à Creusot-Loire, leur participation dans l'entreprise leur était rachetée par un franc symbolique.

Manque de chance, *Le Canard Enchaîné* du 4 juillet révèle que ces accords n'ont pas pu être conduits à terme : « Les dirigeants de Schneider et les De Wendel ont bien échangé des lettres pour préciser les modalités de cette ingénieuse com-

bine. Mais la famille n'a jamais versé les 100 millions. Ni même payé le franc symbolique ! Et maintenant, c'est trop tard : le 28 juin à 20 heures, Creusot-Loire était déclarée en règlement judiciaire et toutes les opérations en cours étaient bloquées... ».

La CGIP reste donc actionnaire de la Compagnie financière Creusot-Loire ; et les 6 000 créanciers de Creusot-Loire pourraient être tentés de se tourner aussi vers elle. D'autant que cette société, au capital de près de 4 milliards, réalisant bon an mal an de 100 à 200 millions de francs de dividendes par an, a de quoi éponger bien des dettes.

Qu'en sera-t-il, donc ?

FAUX ET USAGE DE FAUX...

Le *Figaro Magazine* vient de se faire prendre en flagrant délit de mensonge et de trucage.

Le 6 février 1982, l'hebdomadaire de Pauwels-Hersant publiait une photo représentant des cadavres brûlant avec comme légende : « *Le massacre des Indiens misquitos, farouchement anticastristes, par les « barudos» socialo-marxistes du Nicaragua, au mois de décembre. Deux cents Indiens furent hachés par les grenades et les armes automatiques. Ni les femmes, ni les enfants ne furent épargnés...* ».

Le photographe auteur du cliché a porté plainte. En

réalité, il avait photographié des membres de la Croix Rouge qui incendiaient des cadavres par mesure d'hygiène. Pour truquer la photo et lui donner une autre signification, il avait suffi de supprimer de la photo toute trace des brassards et drapeau de la Croix Rouge.

Le *Figaro Magazine* a été condamné pour faux et usage de faux. Il devra débours 3.000 F de dommages et intérêts.

Ce n'est pas cher payé... et le préjudice moral d'une telle condamnation ne pèsera pas lourd non plus. Ces gens-là ont-ils une morale ?

COTE COUR, ET COTE JARDIN

Le *Canard Enchaîné* de cette semaine consacre un long article à une salle obscure de cinéma porno, spécialisée dans les érections d'« homos », et agrémentée d'un lieu de rencontre adjacent « *propice à la convivialité immédiate* ».

Cette salle, le « Boys Vidéo Club », sise 49, rue Vivienne dans le 2^e arrondissement — métro... Bourse ! — n'a rien que de très banal. Elle est plutôt délabrée, triste, lugubre.

Mais son charme secret est qu'elle est installée dans les locaux d'un immeuble dont la propriétaire est Madame Pauwels Louis, née Elina Henri-

Labourdet, bref, l'épouse du directeur du *Figaro Magazine*, père-la-pudeur, intégriste à défaut d'être intègre, défenseur de la sauvegarde des mœurs, et qui dénonçait récemment « *cette gauche qui salit nos enfants* ».

Pour plus de renseignements, payez-vous le *Canard*...

Rajoutons simplement que le fric que la famille Pauwels fait indirectement sur la tristesse de la chair ne nous semble pas plus mal gagné que celui qu'elle fait sur la bêtise de l'esprit. Et malheureusement, Le *Figaro Magazine* rapporte probablement plus que le « Boys Vidéo Club ».

BEURK... PLAGE

Comme tous les ans, le mensuel *Que Choisir ?* publie les résultats d'enquêtes des Directions départementales de l'action sanitaire et sociale sur l'état de pollution des plages françaises. L'enquête porte sur 1 700 plages testées en 1983.

Pour *Que Choisir ?*, globalement, « *l'état sanitaire de nos plages s'est dégradé par rapport à l'année précédente* ».

Il n'y a plus que 298 plages de bonne qualité contre 416 en 1982. Le Var et les Alpes-

Maritimes sont particulièrement visés. On ne compte plus dans le Var que 18 plages correctes, contre 66 en 1982.

Les plages très polluées où la baignade devrait être interdite sont encore au nombre de 51 (58 en 1982).

Alors, vacanciers, méfiez-vous comme de la peste des plages de Saint-Malo, de Douarnenez, de Palavas. Pour plus de sécurité, se reporter au numéro de *Que Choisir ?* ou... partir à la montagne.

SANS COMMENTAIRE

Des enfants jouaient, dimanche 17 juin, dans la cité Oudiné, dans le 13^e arrondissement de Paris. Exaspéré, un voisin irascible jette un lourd cendrier par la fenêtre : un enfant de 11 ans, Farid Mokri, est atteint à la tête : fracture du crâne et paralysie partielle. Selon *L'Humanité*, qui relate l'affaire, l'agresseur aurait simplement déclaré : « *Ça fera toujours un arabe de moins* ».

Mais l'histoire ne s'arrête pas là, car pendant une semaine, les tentatives du père

de l'enfant pour porter plainte pour coups et blessures se heurtèrent aux refus répétés des policiers. Le prétexte : c'est un « accident ». Par deux fois, même, il fallut l'intervention de militants du MRAP pour faire sortir M. Mokri du commissariat — les policiers l'avaient fait « attendre » dans le box réservé aux détenus — et pour que la plainte soit finalement enregistrée.

En revanche, l'agresseur, lui, a pu faire enregistrer sa plainte contre M. Mokri... pour diffamation. Sans problème !

BREDOUILLE



Deux Jésuites (Ph. AFP).

Haute d'avoir la compréhension des catholiques français, Mauroy a jugé malin d'aller chercher à Rome le soutien de Jean-Paul II. Ne vaut-il pas mieux s'adresser au bon dieu plutôt qu'à ses saints, et au pape lorsqu'on est en mauvais termes avec ses évêques ?

C'était oublier un peu vite que souvent ce sont les cloches qui vont à Rome...

Mauroy était prêt à faire pénitence, à s'agenouiller...

Mais c'était compter sans la combativité bien connue de Jean-Paul II qui, confondant peut-être la Pologne et la France, avait déclaré, deux jours avant la visite de Mauroy, que « *les catholiques ont le droit et le devoir d'avoir leurs écoles et l'Etat ne doit pas leur créer d'obstacles* », et que « *la famille doit pouvoir jouir, sans aucune discrimination de la part des pouvoirs publics, de la liberté de choisir pour les enfants le type d'école correspondant à ses convictions. Elle ne doit pas être entravée par des charges financières trop lourdes, tous les citoyens étant égaux, surtout en ce domaine* ». Il a également évoqué ce « *moment délicat* » que traverse l'enseignement catholique dans « *différents pays d'Europe et du monde* ». « *Il est impossible de fermer les yeux et de se taire* ».

Pas dérouté, Mauroy déclarait aussitôt que « *rien dans les propos du pape n'est en contradiction avec la législation que nous préparons* » et qu'à ses yeux, la démarche de l'Eglise et de son gouvernement « *était commune et conforme à l'article 5 de la Charte des droits de la famille, publiée par le Saint-Siège en octobre 1983* ». Il a insisté en déclarant qu'il « *n'a jamais cessé de travailler au rapprochement entre le monde chrétien et la gauche française* », en n'oubliant pas de se signer après le benedict du déjeuner, et de saluer « *le combat* » de Jean-Paul II « *pour les libertés* ». Et il s'est vanté que « *depuis 1981, les subventions à l'école privée ont augmenté de 61 %* ».

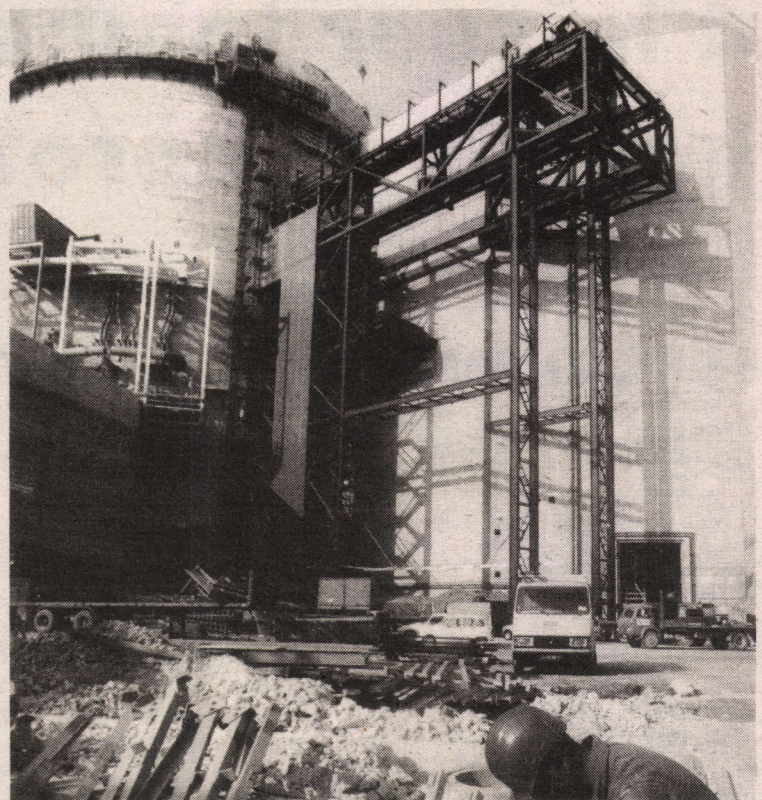
Mais aller pleurer dans la soutane du pape ne l'a pas mis en meilleure odeur de sainteté !

BALLON ROND, PRIX RONDELET

Le célèbre joueur de football Maradona vient d'être « *acheté* » au Foot Ball Club de Barcelone par le Football Club de Naples pour la coquette somme de 7,9 milliards de centimes. Maradona lui-même a exigé à la signature du contrat le versement de 700 millions de centimes et un salaire mensuel de 550 000 F !

Pourquoi s'offusquer ? Pour une fois que la société paye cher la carcasse d'un homme...

EDF SUR LA SELLETTE ?



Un programme nucléaire aux retombées très endettantes (Ph. AFP).

La Cour des comptes publie chaque année un gros rapport où elle étudie les comptabilités de toutes les administrations. A la loupe, prétend sa réputation. Pas tant que ça, souligne Le *Canard Enchaîné* du 4 juillet 1984, qui remarque qu'elle n'a consacré aucune page aux conditions de prêts extraordinaires généreuses faites à Doumeng et à Gourvennec par le Crédit Agricole, deux pages seulement à l'escroquerie à la lyophilisation du café faite à Renault et beaucoup aux bazareries financières d'une certaine mission laïque. Cela dit, les comptes d'EDF auraient particulièrement choqué la Cour.

« *L'endettement de l'EDF est excessif* », a-t-elle constaté. Pour son programme nucléaire, essentiellement, l'EDF emprunte des sommes astronomiques. L'endettement atteint en 1983 la somme de 189 milliards de francs, alors qu'il n'était que de 31 milliards en 1973. Sur le marché français, l'entreprise nationale ne trouve pas assez de francs, et elle doit donc emprunter — pour 44 % — des devises

étrangères, des dollars en particulier, dont on sait que la valeur exprimée en francs ne cesse d'augmenter... Tout cela fait que chaque fois que 100 F entrent dans les caisses d'EDF, 22 F paient les intérêts de la dette.

Du côté des tarifs, les promesses n'ont pas été tenues : « *En 1977, il était ainsi prévu que, du fait de l'entrée en service des centrales nucléaires, les tarifs suivraient la hausse générale des prix jusqu'en 1980, puis lui seraient inférieurs de 3 % par an au-delà* ». En 1983, les tarifs augmentaient de 10,9 %, le coût de la vie, lui, de 9,5 %. La haute juridiction conclut donc : « *Il s'avère que l'avantage du nucléaire décline...* ».

De plus, les prévisions de consommation indiquent qu'un suréquipement conduirait à un surcoût de 2 %... qui différerait encore la baisse des tarifs !

Mais il ne faut pas désespérer... l'équilibre financier est quand même prévu pour 1984... Si on comprend bien, ce sera grâce aux tarifs de plus en plus élevés que paie l'utilisateur ?

LES ASSUREURS DE-PRIMENT



Une fois de plus, les compagnies d'assurances viennent d'augmenter leurs tarifs. Désormais, l'augmentation de la prime en cas de « *malus* » sera de 25 % après chaque accident, au lieu de 10 %, le *malus* maximal pouvant atteindre 400 % de la prime initiale.

Par contre, le « *bonus* » ne pourra augmenter que de 5 % par an. Et pour atteindre la réduction maximum de 50 %, il faudra attendre treize ans et n'avoir eu ni accident bien sûr, mais ni vol non plus, ni incendie, ni bris de glace, n'avoir pas

été heurté par un inconnu car, dans tous les cas, le bonus est bloqué pour l'année.

Chaque année, les compagnies d'assurances rehaussent les factures qu'elles adressent aux assurés. La seule chose qui change, c'est le prétexte. Le dernier trouvé : les automobilistes ont de moins en moins d'accidents et, du coup, 86 % des automobilistes ont un *bonus* !

Finalement, en augmentant les primes, les assureurs s'assurent contre les bons conducteurs.

Mort d'un général
mis en disgrâce par De Gaulle,
réintégré dans l'armée par Mitterrand...

UN SALAN DE MOINS !

Le général Salan, ex-membre de ce « *quartieron de généraux en retraite* » dénoncé par De Gaulle, ex-chef de l'OAS, vient de mourir à l'hôpital militaire du Val-de-Grâce. Tour de force : celui qui envoya pas mal de monde à la mort durant sa longue carrière aura trouvé le moyen de mourir dans un lit, à 85 ans.

Et si cette carrière politico-militaire de Salan présente un intérêt, c'est celui de montrer qu'il est bien difficile de faire la différence entre « un général républicain » et un « général félon » et putschiste. Derrière l'un se cache l'autre, ou vice versa. Et tout est affaire de circonstances. Pour avoir un peu fricoté avec Hô Chi Minh et Giap à une époque, et être apparu comme un partisan de la négociation avec les nationalistes indochinois, pour avoir dû son affectation en Algérie, en 1956, au président du Conseil socialiste Guy Mollet, Salan n'eut pas bonne presse, à une époque, dans les milieux colonialistes « ultras » français. C'est tout juste si certains ne voyaient pas en lui un général « de gauche », voire communiste ! Mais avec le 13 mai 1958, le putsch militaire qui amena De Gaulle au pouvoir, et ses suites politiques, tout changea.

Salan fut l'officier type de la « Coloniale ». Né en 1899, d'une famille modeste du Tarn, il s'engagea en 1917. Petit gradé, il était peu brillant, paraît-il, plutôt silencieux, du genre « à ne jamais s'embarquer sans biscuit », aurait dit de lui de Tassigny. Après quelques armes en Syrie et au Laos, ce fut l'Indochine où, pendant treize ans, il effectua de nombreux séjours.

En 1937, Salan organisa le « *Service du Renseignement Impérial* » (SRI) et devint homme du 2^e bureau. Fonctionnaire, donc. A ce titre, cependant, il reçut l'ordre de déclencher « la guerre subversive » dans les possessions italiennes d'Afrique et organisa lui-même des attentats en Libye. Les bureaux obscurs n'empêchaient pas la familiarisation avec le terrorisme.

Ses bons états de services pendant la guerre (il fut en 1945 le plus jeune général de brigade de l'armée française) lui valurent d'être remarqué par le général de Lattre de Tassigny qui, en 1950, l'emporta dans ses bagages lorsqu'il prit le commandement militaire de l'Indochine. A la mort de de Lattre, Salan le remplaça. Il avait alors la réputation d'un homme de gauche modéré, respectueux des politiciens de la IV^e République.

C'est sans doute la bienveillante neutralité qu'il adopta à l'égard des hommes politiques — Salan fut en quelque sorte, un temps, le grand muet de la grande muette — qui lui permit, en 1956, d'accéder au poste de commandant en chef en Algérie.

Mais en Algérie, la population de souche européenne ne l'appréciait guère. Avec l'exacerbation de la guerre, les partisans de l'Algérie française lui reprochaient d'avoir « bradé l'Indochine », et de se préparer à « brader l'Algérie ».

Le point culminant de cette impopularité fut atteint lors de l'affaire du bazooka. Le 16 janvier 1957, Salan échappait à un attentat à l'obus alors qu'il s'était absenté de son

bureau. C'est son aide de camp — le commandant Rodier — qui déguisa mortellement à sa place.

Le 13 mai 1958, ce fut pourtant le début du tournant. Le putsch des colonels le fit basculer contre la IV^e République et en faveur de De Gaulle. Il ne fut pas le seul, à vrai dire. Devant la foule massée à Alger, il lança son fameux « *Vive l'Algérie, vive De Gaulle* »... Et Libération rapporte que, quinze ans plus tard, dans une interview, Salan aurait avoué : « *Quelqu'un qui était à côté de moi me l'a soufflé* ».

De Gaulle, venu au pouvoir grâce au putsch des militaires partisans de l'Algérie française, s'engagea cependant très vite vers la solution inévitable de l'indépendance de l'Algérie. Probablement peu sûr de Salan, il lui retira ses pouvoirs en décembre 1958, et Salan dut quitter l'Algérie, où il avait jusqu'alors tous les pouvoirs civils et militaires. En septembre 1960, De Gaulle mit Salan à la retraite d'office. Entre les deux hommes, c'était l'incompréhension et Salan se réfugia en Espagne.

C'est là que, dans la nuit du 21 au 22 avril 1961, le coup de force des généraux Challe, Zeller et Jouhaud vint le solliciter. Et Salan fut le quartieron de ce « *quartieron de généraux à la retraite* » dressé contre la République et décrié par De Gaulle.

Seulement, le « putsch des généraux » fut un fiasco ; le contingent refusa de rallier les généraux ultras. Salan, candidat malchanceux à la dictature militaire, passa dans la clandestinité.

A mesure qu'on se rapprochait du cessez-le-feu, Salan, qui venait de prendre la direction de l'OAS, se lança avec elle dans la politique du terrorisme aveugle contre les partisans — français ou algériens — de l'indépendance.

Il fut arrêté en avril 1962. En mai 1962, le haut tribunal militaire, créé spécialement par De Gaulle, le jugea. Au procès, où l'on reprocha à l'OAS quelque 500 victimes françaises et algériennes et quelque



Deux du « quartieron de généraux en retraite » : Jouhaud (à gauche) et Salan (à droite) lors du putsch d'avril 1961 à Alger (Ph. AFP).

3 000 attentats criminels, Salan déclara : « *J'en assume la responsabilité (...) Je ne regrette rien* ». Il fut condamné à la prison à perpétuité. Les hauts dignitaires militaires qui le jugèrent auraient tranché contre l'avis de De Gaulle, qui aurait souhaité une peine de mort, dit toute la presse. Peut-être. Force est de constater que De Gaulle, qui avait tous les pouvoirs et celui d'influencer une juridiction ad hoc, n'est pas allé jusqu'à faire exécuter un militaire réactionnaire, « fac-

tieux », qui lui en voulait probablement à mort, mais qui était néanmoins un homme dont la bourgeoisie pourrait toujours avoir besoin.

D'ailleurs, De Gaulle lui-même, quelques années plus tard, adopta un comportement clément. Dès juin 1968, il gracia Salan et l'ensemble des condamnés de l'OAS. La grande peur de mai-juin 1968 fut le prétexte à ce qui ressemblait à une réconciliation de frères ennemis. Bref, Salan ne passa que six ans en prison.

Salan est donc mort, et sera probablement discrètement enterré. Ainsi le souhaite la famille. Mais sa grande famille, celle de la bourgeoisie et de sa haute hiérarchie militaire, le considère bien comme un des siens. L'ex-« général félon » aura droit aux « honneurs militaires »... grâce il est vrai à sa réintégration dans l'armée, voulue par Mitterrand en 1982, au grand dam de quelques députés socialistes.

Stéphane HENIN

Les ventes d'armes se portent bien

Qu'on se rassure : les ventes d'armes françaises marchent bien. Un institut suédois, le SIPRI (Institut international de Stockholm de recherche pour la paix) a estimé que la France avait vendu pour 32 milliards de francs d'armes dans le monde en 1983, ce qui fait de la France le troisième exportateur d'armes dans le monde... encore et toujours !

Certes, 1983 a été une année un peu moins bonne que 1981 (33,8 milliards) et 1982 (41,6 milliards). Cela serait dû aux difficultés de la conjoncture, mais pas à la volonté du gouvernement qui, foin de vieilles promesses électorales, ne met aucune condition politique à ses ventes d'armes. « Mal-

gré sa rhétorique électorale, le gouvernement socialiste au pouvoir depuis trois ans n'a pris aucune mesure pour diminuer les exportations françaises d'armes », écrit le SIPRI. « Le gouvernement français a même jugé nécessaire d'essayer d'augmenter les ventes d'armes ». La France a même ouvert des bureaux dans certains points du monde en intensifiant ses efforts de marketing, notamment dans les équipements navals.

Peu importe que ces armes soient livrées à des régimes dictatoriaux ou qu'elles servent à opprimer les peuples : pour les socialistes non plus, l'argent n'a pas d'odeur.



Deux pas en avant, un pas en arrière vers... la social-démocratisation

On ne les avait jamais autant entendus les seconds rôles du PCF à la radio et dans la presse. Il faut dire que les journalistes ont découvert un mystère au PCF et se sont jetés sur chaque phrase de chaque dirigeant. Ce sont d'ailleurs les ministres qui ont fait l'objet de toutes les sollicitudes de la presse.

A Rome, Rigout, ministre de la Formation permanente qui accompagnait Mauroy, s'est laissé aller à quelques confidences devant un parterre de journalistes appelant de ses vœux une « révolution culturelle » au PCF dont le but essentiel serait de le rendre plus présentable, dégagé de l'URSS, adapté à la société d'aujourd'hui ; en somme, si le PC perd des voix, ce ne serait pas à cause de la politique anti-ouvrière du gouvernement, là-dessus Rigout n'a pas un mot de critique, mais parce qu'il n'est pas assez un parti qui pourrait gouverner à part entière les affaires de la bourgeoisie française une fois sa respectabilité reconnue. Dans cette optique, selon Rigout, Marchais est devenu aux yeux d'une partie de l'électorat communiste « l'homme de l'échec ». Ses propos faisaient suite à ceux qu'on avait pu entendre au lendemain des élections européennes dans la bouche de Juquin ou d'autres qui sans aller aussi loin allaient dans le même sens.

De retour à Paris Rigout

s'est hâté de tout démentir en bloc, parlant de simple conversation et non de déclaration. Interrogé par les journalistes au Club de la presse d'Europe 1, Anicet Le Pors, secrétaire d'Etat à la Fonction publique, a été beaucoup plus prudent, évitant de mettre en cause Marchais, mais insistant sur les mêmes thèmes : la prise en compte des mutations technologiques, la transformation de la classe ouvrière, la nécessité de redéfinir les rapports du PC avec l'URSS et les pays de l'Est. Il a en outre insisté sur le fait que c'est le congrès du PCF l'an prochain qui élirait sa direction, ce qu'on peut comprendre dans le sens que Marchais n'est pas obligatoirement secrétaire général à vie. Fiterman, ministre des Transports, de son côté, a tenu à rendre hommage à Marchais, victime selon lui « d'une écoeuvante chasse à l'homme ».

Bref, à grands pas ou à pas feutrés, avec quelques retours en arrière, toute une partie de la direction du PCF et en particulier le lobby ministériel, tire dans le sens d'une social-démocratisation accrue du parti, d'un plus grand sens des « responsabilités » et de la solidarité gouvernementale. Et pour certains, même si c'est à peine suggéré, cela implique le remplacement de Marchais par quelqu'un de plus « présentable ».

Alain LEMART



Les quatre ministres communistes en 1981. Ils présentent bien, font sérieux, ne déparent pas le gouvernement bourgeois. Et ils aimeraient que tout le PCF soit à leur image, un Parti Communiste en cravate avec attaché-case sous le bras... (AFP)

« Contradictions » d'Anicet Le Pors

S'il y a des individus représentatifs du courant dit « novateur » (au sens sans doute de « c'est avec du vieux qu'on fait du neuf » !) qui s'exprime en ce moment au sein du PC, Anicet Le Pors est sans aucun doute de ceux-là. Dans ce qu'il dit de ses idées, comme de sa vie, Anicet Le Pors est bien un bon prototype de ces « communistes » (!) « nouvelle vague », qui à les en croire s'intégreraient mieux à la société d'aujourd'hui, et qui y adapteraient le PC, au prix d'un nouveau coup de peinture rose. Tout, dans Contradictions, cet interview de Le Pors réalisé par Jean-Marie Colombani, journaliste au Monde, y est révélateur de ce choix. Même la citation de Lénine que Le Pors a choisi de mettre en exergue de son livre : « Une erreur continuelle de divergence est le caractère dialectique de l'évolution sociale qui s'accomplit dans les contradictions et par voie de contradictions » ! Oui, s'il y a des militants du PC qui se sentent gênés par les contradictions entre leurs idées et la politique de leur parti, Anicet Le Pors n'est pas de ceux-là ! Lui, aujourd'hui, il

est à l'aise... Ce n'est pas pour rien sans doute que, comme il le confie : « C'est un jésuite qui m'a donné le feu vert du matérialisme » ! Tout comme n'est sans doute pas pour rien non plus dans ces choix le passé de « militant » d'Anicet Le Pors. Lui, c'est dans la participation aux affaires de l'Etat qu'il a fait à la fois carrière professionnelle et politique.

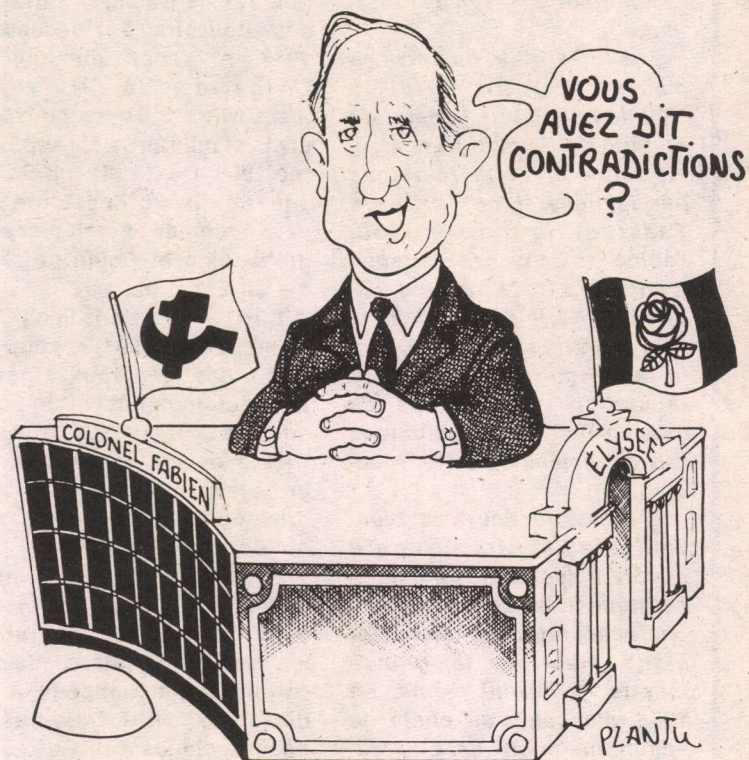
Anicet Le Pors revendique d'ailleurs fièrement son ascension professionnelle : « J'ai voulu prouver, dit-il, qu'on pouvait être à la fois un militant syndical et politique sérieux, et un bon professionnel, y compris à un niveau élevé de l'administration ». Comment ? Eh bien... « On tolère finalement quelques audaces à condition de ne pas provoquer », explique-t-il. Et le peu provocateur Anicet Le Pors d'expliquer encore : « J'ai toujours strictement respecté ce que l'on appelle l'obligation de réserve, et que je préfère pour ma part considérer comme l'esprit de responsabilité ». Pas la peine donc de chercher un brin d'opposition à l'Etat bourgeois chez le fonctionnaire communiste Le Pors !

Et il en va de même dans sa vie politique : c'est en tant qu'économiste et parlementaire que Le Pors a acquis des responsabilités dans le PC. Et ces fonctions l'ont même épanoui. De son séjour au Sénat où il a siégé en 1977, il garde un souvenir heureux : « J'y ai pris beaucoup de goût », dit-il. C'est d'ailleurs en 1979 qu'il a été admis au Comité central, au moment du 23^e congrès, qui souligna encore les volontés réformistes du PC.

Alors, Le Pors souhaite que le PC aille encore plus dans ce sens.

Pour lui, la participation gouvernementale est une nouvelle donnée, vivifiante, qui doit stimuler le PC dans cette voie : « La participation a modifié le champ d'intervention sociale du parti. Grâce à cette participation, des visages, des formules, des réformes, sont intervenues, qui ne peuvent, et pour cause, se comparer à l'action antérieure du Parti Communiste. C'est un simple constat, mais cette expérience est aussi une richesse nouvelle ».

Bien sûr, ce n'est pas la première fois que le PC se trouve au gouvernement.



Anicet Le Pors en convient. Mais c'est la première fois qu'il y reste aussi longtemps. Et Le Pors s'en félicite : « Nous vivons à cet égard un moment que l'on peut considérer comme historique ».

Et ce sont même, dit-il, « des moments extrêmement prometteurs pour l'avenir ». Extrêmement prometteurs en quoi ? Il s'en

explique : « Les questions du gouvernement, du fonctionnement des institutions, ont été largement négligées (par le PC - NDLR), sauf pendant de brèves périodes : après la Libération et au cours des toute dernières années. Pourtant ces efforts n'ont pas suffi à changer en profondeur les comportements et les modes de raisonnement. Il en reste des séquelles ».

Au PS comme au PC, comment changer d'image

Le Comité directeur du Parti Socialiste, réuni les 30 juin et 1^{er} juillet, a tiré lui aussi son bilan des élections européennes.

C'est que le PS a, comme le PCF, perdu des voix le 17 juin. Relativement peu si l'on compare avec les chiffres des élections européennes de 1979, mais beaucoup plus si l'on prend les chiffres de 1981.

De ce point de vue, les dirigeants du Parti Socialiste, comme ceux du Parti Communiste, savent à quoi s'en tenir : « Les causes des difficultés politiques actuelles, a expliqué Jean Poperen, viennent du fait que c'est notre base sociale et politique qui a été le plus affectée ». « La politique que nous menons n'est pas populaire », a constaté Jospin. « L'emploi. C'était notre axe principal en 1981. C'est fondamentalement sur cet engagement, d'abord l'emploi, que nous avons été élus. Les Français et le monde du travail ne l'ont pas oublié », a-t-il ajouté.

Eh oui.

Mais, a expliqué aussi Jospin, « il n'est pas ques-

tion de mener une politique populaire qui nous assurerait le succès en 1986 en sacrifiant l'économie au politique ». Autrement dit la politique de rigueur sera poursuivie.

Alors, à défaut de changer sa politique, les dirigeants du PS ont parlé de changer son image.

« Nous savons que si nous menons une politique qui soit perçue comme allant clairement à gauche, l'actuelle majorité pourra reconquérir les masses électorales », a affirmé Jospin.

« Mais pourquoi rechercher toujours ce centre qui n'existe pas », a demandé de son côté Poperen, en faisant allusion aux ouvertures de Delors au CDS Stasi lors d'une récente émission télévisée.

Comme quoi si tout le monde est d'accord au PS pour changer d'image, les avis semblent diverger sur l'orientation à donner à ce changement.

Alors image de gauche ou image de droite ? On verra. Mais la politique de droite, ça c'est tout vu.

Frédéric FERRIÈRES



Ils ont bien le même problème au Parti Socialiste comme au Parti Communiste : comment essayer de rendre populaire une politique qui ne peut pas l'être. Ou plus simplement comment essayer à nouveau de convaincre l'électorat. Comment faire percevoir comme étant « de gauche » une politique qui est foncièrement « de droite »... On ne peut que leur souhaiter bien du plaisir. (AFP)

Alors pour Anicet Le Pors, et pour tant d'autres membres du PC formés à la gestion des affaires de la bourgeoisie, il serait temps de liquider les séquelles du temps où le PC non pas refusait ce rôle — cela dura si peu de temps dans l'histoire du PC que c'en est oublié — mais où il gardait quand même quelques mots de critiques, quelques réserves, où il crachait dans la soupe en quelque sorte.

En somme, pour Anicet Le Pors, vive le temps des ministres... « et des contraintes qu'implique nécessairement la gestion des affaires publiques ». Car « les conditions de la participation ont donné au Parti Communiste une dimension nouvelle : celle d'un parti comptant des hommes exerçant effectivement des fonctions d'hommes d'Etat, d'un parti directement concerné par son action même, par les problèmes de fonctionnement de l'appareil d'Etat ». Et pour lui, cela va « clarifier » les choses : « La conscience de classe, après un long divorce, doit aussi se donner aujourd'hui la dimension du sens de l'Etat ».

Et Anicet Le Pors de liqui-

der aussi les raisons théoriques qu'invoquait le PC pour ne pas devenir un parti de gouvernement comme les autres. Le marxisme n'est pas un dogme, écrit-il.

Et la classe ouvrière, explique-t-il, a changé. Et s'il était normal que le mouvement ouvrier s'oppose à l'appareil d'Etat auparavant, c'est parce qu'alors il était dominé par la bourgeoisie, et cela aussi a changé !

Alors, jusqu'où est prêt à aller Anicet Le Pors ? Jusqu'à dire qu'« il faut, pour réussir, à la fois l'enthousiasme du « retrouvons nos manches ça ira encore mieux », et des signes tangibles de justice sociale ». Où s'arrête la justice sociale, où commence le « retrouvons nos manches », jusqu'où iront Anicet Le Pors et ses semblables dans les services rendus à la bourgeoisie, personne ne peut le dire. Mais ce que pourront par contre peut-être se dire des militants communistes à la lecture de ce livre, c'est que leurs idées et leurs combats valaient mieux que de servir de marchepied à ces gens-là.

Nelly MEYER

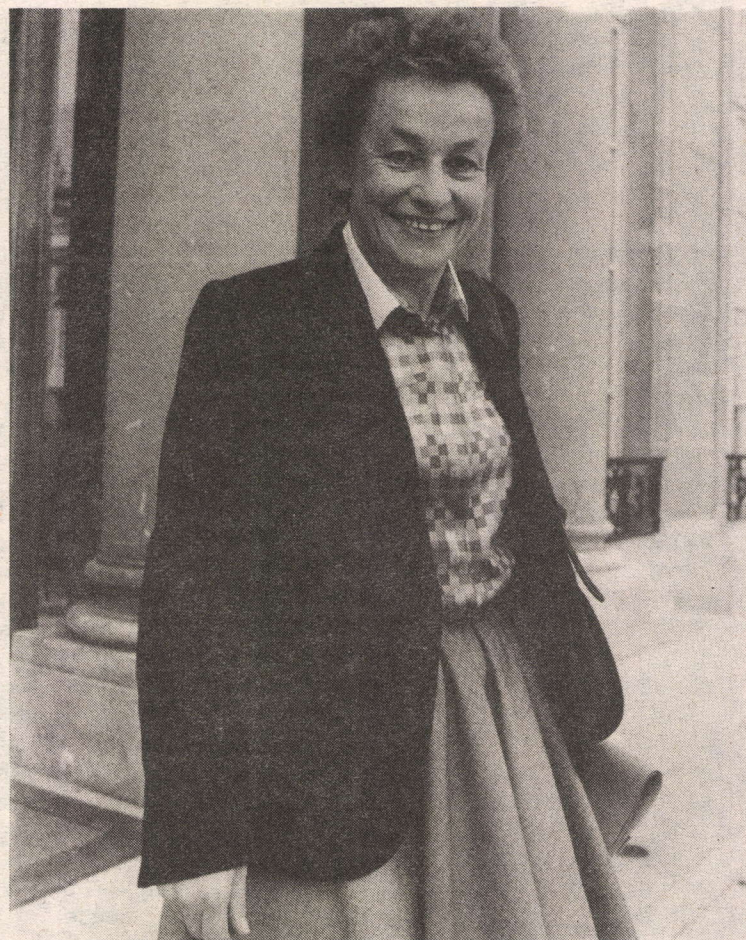
Se dépasser, ou trépasser ?

Le PSU existera-t-il encore dans quelques mois ? La direction du parti se pose la question et veut demander au prochain congrès de décembre de « décider de la disparition, du dépassement ou de la renaissance du PSU ».

Les dirigeants du PSU ne seraient plus certains que l'existence du parti aujourd'hui se justifie alors que son influence électorale a encore diminué, passant de 1,03 % aux élections présidentielles de 1981 à 0,72 % aux élections européennes du 17 juin (score partagé avec le mouvement de l'ancien responsable de la Fédération de Paris du PCF, Henri Fiszbin).

Cela dit, la direction du PSU n'a aucunement l'intention de changer de cap et de se démarquer de la politique anti-ouvrière du gouvernement.

Pour prix de son ralliement, le PSU est devenu parti gouvernemental. Huguette Bouchardeau, du moins occupe sa petite place de potiche à l'environnement. Mais le gouverne-



nement, ça use et ça pollue...

Et même si le PSU n'est sali que par une toute petite

dose du mécontentement anti-gouvernemental ambiant, c'est vrai que ça peut lui être fatal !

A deux ans de l'entrée du Portugal dans le Marché commun, prévue pour 1986, la situation économique du pays prend des allures de chaos généralisé.

Dix ans après la « Révolution des Œillets » d'avril 1974 et la chute de la dictature, le pays s'enfonce dans la crise. Des milliers d'entreprises se retrouvent aujourd'hui dans une situation de quasi-banqueroute. Et il ne s'agit pas seulement de petites entreprises, mais aussi de quelques-unes qui comptent parmi les plus importantes, jusque dans le secteur nationalisé. En fait, c'est toute l'économie du pays qui est au bord de la faillite, à commencer par l'Etat lui-même.

Les protections sociales limitées dont bénéficiait jusqu'à présent la population laborieuse sont en train de s'effriter. Certains services publics se dégradent. La monnaie et les prix sont gagnés par la fièvre. Des salaires ne sont parfois même plus versés.

Comme partout, c'est d'abord et avant tout la population laborieuse qui fait depuis plusieurs années les frais de cette crise. Et malgré le slogan électoral de Mario Soares lors des élections législatives d'avril 1983 — « Avec moi pour juguler la crise » —, le retour des socialistes au pouvoir n'y a rien changé. Au contraire ! Les mesures prises par son gouvernement comptent parmi les plus brutales des dix dernières années. C'est en particulier lui qui s'est chargé de mettre en application les conditions imposées par le Fonds monétaire international en échange des prêts consentis au pays : une politique draconienne de réduction des dépenses publiques et de la consommation de la population, dont les couches les plus pauvres sont les premières victimes. En fait, Soares a fait mieux : il a réussi à dépasser les objectifs que lui avait fixés le FMI ! C'est dire tout le zèle que cet ami de Mitterrand met à servir les intérêts des grands banquiers occidentaux.

Et le résultat de la politique de Soares et de ses prédécesseurs est là. Dans le pays, pauvre certes, mais relativement industrialisé, la situation de la population laborieuse commence à se rapprocher par bien des aspects de celle des pays du Tiers Monde. Et cela montre à quel point les protections sociales et l'aisance relative dont bénéficient encore les classes ouvrières des pays occidentaux sont en fait bien fragiles face à la crise.



LA POLITIQUE DU SOCIALISTE SOARES

Une politique contre les travailleurs

Depuis 1974, le taux d'inflation annuel a toujours dépassé les 20 %, sauf en 1976 et en 1980. De 1982 à 1983, il est passé de 25,5 %, à 33,9 %.

Et si les prix ont grimpé de 30 % en 1983, le pouvoir d'achat des travailleurs a par contre considérablement baissé : dans le secteur public, par exemple, les salaires n'ont augmenté que d'environ 16 %.

Globalement, la baisse du pouvoir d'achat a été pour cette année de 9,1 %. Mais loin de se ralentir, cette chute s'est encore accrue pour le premier trimestre 1984 où la baisse a été en moyenne de 11,9 %.

Près de la moitié des salariés touchent moins de 900 F par mois. Ainsi, en 1976, à Porto, un travailleur devait travailler 4 h 30 pour acheter un kilo de viande. Aujourd'hui, il lui faut travailler 9 heures pour acheter le même kilo de viande !

Et pour tous ceux qui sont victimes du chômage, la situation est encore plus dramatique. Il y a officiellement 450 000 chômeurs dont 313 000 femmes, sur une population active de 4 574 800. Mais le chiffre réel de chômeurs serait bien supérieur. La CGTP, syndicat dirigé par le Parti Communiste Portugais, parle de 600 000 chômeurs minimum. Et sur ce total, seulement 8 % seraient indemnisés.

Il y a aussi tous les chômeurs partiels, les travailleurs intérimaires, qui représentent 11,6 % de la population active, soit 400 000 salariés.

Sans compter tous ceux qui sont embauchés avec des contrats à durée déterminée de trois ou six mois et qui se retrouvent au chômage au bout

de cette période.

Au Portugal, nombre d'enfants travaillent. En 1983, 60 000 enfants entre 10 et 14 ans travaillaient, et 20 000 autres cherchaient du travail.

Conjointement à la hausse des prix et à l'augmentation du chômage, la misère s'est accrue. Pour la première fois depuis 35 ans, on commence à voir réapparaître la mendicité dans les grandes villes. Des quartiers entiers sont complètement délabrés.

Alors, qu'ont fait les divers gouvernements qui se sont succédé depuis 1974 ? Que fait l'actuel gouvernement socialiste de Soares pour sortir de cette situation ? Pour lutter contre la hausse des prix, contre l'inflation, contre le chômage ? Rien. Ou plutôt, sa politique tend à aggraver encore plus les conditions de vie de la population laborieuse.

Dans le domaine agricole, secteur qui emploie un quart de la population, le gouvernement a repris les quelques améliorations que les paysans avaient imposées après 1974.

Les grands domaines qui avaient été confisqués aux propriétaires terriens et remplacés par des coopératives ont été pour la plupart rendus à leurs propriétaires.

Pour réduire ses dépenses, le gouvernement a supprimé ses subventions à certains produits de première nécessité. De telles subventions existaient déjà à l'époque de la dictature de Salazar et permettaient de maintenir une certaine stabilité des prix alimentaires — comme par exemple pour les produits oléagineux et le maïs. Et il est même question de supprimer les subventions concernant le pain.

Il existe aussi au Portugal un contrôle très étroit de l'Etat sur les importations de produits alimentaires. Or, une des conditions de l'entrée du Portugal dans le Marché commun est la disparition à terme de ce contrôle. Ainsi, en juin dernier, le régime des importations des produits oléagineux a été assoupli. Dorénavant, 10 % des importations de céréales et 40 % de celles de sucre pourront être assurées par des entreprises privées. Autant de mesures qui favorisent la hausse des prix.

L'Etat a aussi économisé 9 à 10 millions de contos, soit 504 millions de francs, en réduisant sa participation, dans le prix des médicaments. Ce qui a entraîné, pour l'année 1983, une hausse des prix de 60 % à

160 % pour les trois quarts des médicaments. Par contre, le patronat doit à la Sécurité sociale 60 millions de contos (près de 3,5 milliards de francs !) que l'Etat n'a pas l'air pressé de recouvrer.

Toujours dans le domaine de la santé, des hôpitaux sont fermés faute d'équipements ou de personnel. L'hôpital du canton d'Oliveira de Frades a fermé depuis le 14 juin, faute de personnel. L'hôpital de Viana do Castelo, dans le nord du Portugal, hôpital ultra-moderne, a des services qui ne fonctionnent pas, faute d'équipements. Et les malades doivent faire plus de 100 km pour aller dans un autre hôpital.

Mais il n'y a pas que sur la santé que le gouvernement réalise des économies. Des coupes sombres sont faites dans tous les services publics : le nombre de bus et de trains en circulation est réduit.

D'après le Parti Communiste Portugais, le gouvernement licencierait dans les mois à venir des milliers de salariés auxiliaires dans la fonction publique, et mettrait des titulaires en disponibilité avant de les licencier au bout d'un certain temps.

En 1983 a été votée une loi autorisant les licenciements, moyennant une procédure qui nécessite l'accord du ministère du Travail. Et d'autres assouplissements de la procédure de licenciement sont à l'étude.

Une autre loi est également à l'étude qui reconnaîtrait aux patrons, en cas de grève, le droit de lock-outer dans certaines circonstances. Le droit de faire des piquets de grève serait restreint et les grèves de solidarité interdites.

En 1981, la Constitution de 1976 a été révisée sur certains points, en particulier a été supprimée l'interdiction faite par la Constitution de procéder à des dénationalisations. En juillet dernier, le Parlement a adopté une loi autorisant la création de banques, de cimenteries, de compagnies d'assurances et de fabriques d'engrais privées.

Autre innovation prévue : la TVA doit être introduite l'année prochaine, en vue de l'entrée du Portugal dans le Marché commun, ce qui sera l'occasion de nouvelles hausses importantes sur tous les produits.

Toutes les mesures prises par le gouvernement vont donc dans le même sens, réduire la consommation intérieure en augmentant les prix, et donner plus de facilité au patronat pour licencier, le gouvernement donnant lui-même l'exemple dans les services publics et les secteurs nationalisés.

Par contre, le gouvernement protège les grands propriétaires et le patronat. Aux uns, il redonne les terres confisquées, aux autres, il octroie des milliards de francs de subventions.

Les terres rendues aux propriétaires fonciers

A la suite de la chute de la dictature, des dizaines de milliers de paysans pauvres et de travailleurs agricoles s'étaient emparés des terres des gros agrariens. La réforme agraire, ils se l'étaient faite eux-mêmes.

Environ 550 Unités Collectives de Production (UCP) s'étaient créées, qui occupaient 72 000 personnes pour 1 130 300 hectares.

La plupart de ces paysans pauvres avaient cru en 1975 que la mise en chantier de la réforme agraire allait mettre fin à des décennies de misère, de privations, d'humiliations et d'exploitation féroce exercée par une bourgeoisie terrienne riche et avare.

Le mot d'ordre était : « La terre à celui qui la travaille ».

Mais ce temps-là est bel et bien révolu. Environ 188 Unités Collectives de Production ont été récupérées par les grands agrariens avec l'aide de l'Etat qui a envoyé sa police pour

chasser les paysans.

Selon la 7^e conférence de la réforme agraire, conférence des UCP, qui s'est tenue les 23 et 24 juillet 1983, environ 631 300 hectares de terres et 238 000 têtes de bétail ont été retirés aux UCP, UCP qui n'occupent plus aujourd'hui que 22 500 personnes. La plupart des 50 000 autres n'ont pas retrouvé d'emploi et sont donc au chômage.

La 7^e conférence dénonçait encore la répression, les illégalités des différents gouvernements responsables de l'arrestation et du jugement sommaire de 2 000 personnes, de l'assassinat, lors des interventions policières, de deux travailleurs des UCP et des centaines de blessés.

Une grande partie des terres a donc été rendue à une bourgeoisie terrienne d'ailleurs bien incapable de développer l'agriculture et de la moderniser.

Salaires et retraites impayés depuis de nombreux mois

Depuis de nombreux mois, de nombreux travailleurs, qu'ils soient du secteur nationalisé ou privé, ne parviennent même plus à toucher leurs salaires.

Au mois d'avril, par exemple, la sidérurgie nationalisée, la Lisnave, à Setubal, qui est un peu l'équivalent de Renault en France par son importance politique et économique, n'a pas versé les salaires de ses ouvriers. Et ce n'était pas la première fois, puisqu'en janvier 1984, ces mêmes travailleurs manifestaient pour exiger leurs salaires, non payés depuis quatre mois. De même, la Compagnie nationale de pêche, nationalisée en 1974, n'a pas versé de salaire à ses employés depuis... sept mois.

Les entreprises privées suivent l'exemple. Pour 1983, d'après les statistiques de la CGTP, 457 entreprises, dans toutes les branches d'activités, avaient des retards, souvent considérables, dans le paiement des salaires : 97 entreprises pour la métallurgie, 67 pour le bâtiment, 43 pour le commerce, 82 pour le textile, 28 pour l'alimentation, 43 pour l'industrie chimique. Au total, ces retards dans le paiement des salaires ont touché 143 190 salariés sur 4 574 800, total comprenant l'ensemble de la population active, y compris les salariés agricoles.

L'entreprise Pereira e Brito,

industrie chimique dans la banlieue de Lisbonne, a huit mois de retard dans le paiement des salaires. L'usine Ormis, dans l'Algarve, n'a toujours pas payé le treizième mois que les ouvriers auraient dû toucher en décembre dernier, ainsi que le salaire du mois d'avril. Le patron de J. Pimenta, grande entreprise du bâtiment, n'a pas payé les salaires depuis plusieurs mois et a décidé de mettre au mois de mai 200 travailleurs en vacances forcées sans leur payer ce qu'il leur doit, et sans payer les congés payés...

Les retraités, eux aussi, mettent des mois à toucher leur retraite. Même les travailleurs qui ont travaillé à l'étranger, et dont la retraite est payée par le pays où ils ont travaillé, attendent souvent plus de six mois avant d'être payés, les banques bloquant leur argent. Et même quand les banques débloquent l'argent, elles le gardent toujours six mois ou plus dans leurs coffres.

D'après le syndicat de la fonction publique, un million de retraites n'étaient pas payées en mai 1984. Il y avait aussi 42 000 dossiers de retraites suspendus depuis vingt mois.

Et ce n'est pas le gouvernement qui risque d'y mettre bon ordre puisque c'est lui-même qui donne l'exemple dans le secteur qu'il contrôle !



Une répression accrue

Les différents gouvernements, depuis avril 1974, se sont illustrés à diverses reprises dans l'utilisation de la répression policière, notamment entre 1977 et 1978, contre les Unités de Production, les fermes collectives.

Mais dans ce domaine, depuis avril 1983, le nouveau gouvernement de Soares a mis les bouchées doubles en faisant donner systématiquement la police dans les conflits du travail, soit contre les travailleurs en grève, soit dans les manifestations ouvrières et paysannes.

En mars 1983, en réponse aux travailleurs du verre de Vidreira da Fontela qui exigeaient le paiement des salaires en retard, la police intervint avec brutalité, faisant vingt blessés.

A Setubal, en juillet 1983, la police et la GNR — les CRS locaux — sont intervenues contre les travailleurs de la Lisnave, de la Sorefame et de la métallurgie de la ville. La population se rangea du côté des grévistes qui réclamaient le paiement des salaires en retard. Les bagarres furent violentes. La police tua un travailleur et en blessa plusieurs dizaines d'autres. La ville fut littéralement occupée par les forces de l'ordre.

A Marinha Grande, au nord de Lisbonne, en septembre 1983, la police investit la ville

et des bagarres eurent lieu entre des ouvriers des verreries et la police, faisant, là aussi, de nombreux blessés. Motif de la manifestation : 3 500 travail-

leurs sur 6 000 n'avaient pas touché leurs salaires.

Et ce ne sont là que quelques exemples pris parmi bien d'autres.



Vers une nouvelle police politique ?

Le gouvernement veut obtenir du Parlement l'approbation d'une loi qui lui permettrait de constituer une nouvelle police politique, le SIR, qui serait une nouvelle PIDE, la fameuse police politique du temps de Salazar.

Ce n'est pas la première fois qu'un tel projet est discuté. Mais jusqu'à présent, les divers gouvernements avaient reculé devant l'opposition que ce projet suscitait dans tout le pays, et jusqu'au Parlement lui-même.

Mais aujourd'hui, le gouvernement emploie les grands moyens. Il tente de faire croire à un danger terroriste. Et pour donner du poids à ce fameux danger, il a opéré dans tout le pays des dizaines d'arrestations dans les milieux d'extrême-gauche. Pour couronner le tout, il a même arrêté l'un des hommes les plus connus de la Révolution des Oeillets, Otelo de Carvalho, à qui sont reprochées ses relations avec le FUP, un petit parti lui-même accusé de terrorisme, ce qui est loin d'être prouvé.

CIT-ALCATEL (Ormes)

Quand Versailles nous est conté... par un apprenti-courtisan

Par un article du journal *Le Monde* daté du 26 juin 1984, les travailleurs de l'usine CIT-Alcatel d'Ormes, dans le Loiret, ont eu la surprise d'apprendre qu'ils travaillaient dans le « Versailles du groupe CIT-Alcatel », dans « de nobles bâtiments qui encadrent, harmonieusement, une splendide pièce d'eau ». Ils auraient aussi de nombreux avantages sociaux, en bref, comme le laisse entendre l'article, ils seraient des privilégiés.

Dès le mardi matin, l'article circulait dans les ateliers, suscitant l'indignation des travailleurs et provoquant bien des commentaires.

Parler de Versailles à propos de l'usine montre une chose, c'est que le journaliste du *Monde* n'a vu que l'extérieur des bâtiments. Mais comme le faisait remarquer un travailleur, dans le palais des glaces, Louis XIV ne se faisait certainement pas bercer par le fracas des presses, comme c'est le cas à la Mécanique. Les parfums qu'il respirait venaient des jardins, pas des bains d'acide des circuits imprimés. Parler de splendide pièce d'eau pour désigner le bassin de refroidissement profond de 30 cm, c'est un peu fort. « Nous ne revenons pas le week-end faire de la planche à voile sur cette mare ».

C'est un peu facile aussi de parler de « nombreux avantages sociaux » quand on ne les

cite pas. Est-ce les 41 F mensuels d'indemnité de transport ? Les deux blouses par an auxquelles les travailleurs ont droit ? Ou bien encore les quatre demi-journées payées par an pour garder un enfant malade ? Les 35 heures auraient soi-disant amené de nouveaux avantages. Mais les 4 heures de réduction d'horaire, ce sont les travailleurs qui les paient en partie sur leur salaire. Depuis quand un bon de sortie non payé serait un avantage social ?

Et pour résumer, un travailleur disait que les avantages sociaux à la CIT se comptaient sur les doigts d'une seule main à laquelle il manquait le pouce et l'index !

Il faudrait aussi parler des salaires. Beaucoup gagnent entre 4 000 et 4 500 F, et il n'y a eu que 2 % d'augmentation.

Il est vrai que ce n'est pas en interviewant seulement le patron ou un des responsables du syndicat CFDT de l'usine qu'on est apte à rendre compte de ce qui s'y passe réellement et de ce qu'y vivent quotidiennement les travailleurs.

Le patron, lui, prétend que les 35 heures ont suscité une amélioration du « vécu du personnel » ! En réalité, il se félicite surtout de la baisse de l'absentéisme due au fait que, maintenant, ce sont les travailleurs eux-mêmes qui paient leurs bons de sortie.

Quant au responsable de la CFDT — qui a signé l'accord

sur les 35 heures en octobre 1982, contre l'avis de la majorité des travailleurs qui s'étaient prononcés contre l'application des 35 heures avec perte de salaire — il se déclare satisfait et s'exclame : « Je trouve ça passionnant. Le jour de repos est devenu une institution et il n'est pas question pour le personnel d'y toucher ». Cela au moment où la majorité des travailleurs en sont à effectuer des heures complémentaires et même supplémentaires pour tenter d'améliorer leurs fins de mois.

Parlant des syndicalistes comme lui, qui en sont aujourd'hui à vouloir jouer les gestionnaires de l'austérité, ce même responsable confesse : « La négociation nous a décoincés... Maintenant, nous sommes plus ouverts aux problèmes économiques et de gestion. » Certes ! Bien plus qu'aux problèmes quotidiens des travailleurs dont les conditions de travail et de vie s'aggravent de jour en jour.

Sans oublier les 2 500 suppressions d'emplois que la direction nationale vient d'annoncer pour l'ensemble du groupe. Une information que le journaliste du *Monde* n'aura sans doute pas jugée suffisamment passionnante, tout soucieux qu'il est de chanter les louanges du patronat et des syndicalistes qui lui font leur cour !

Correspondant LO

BORDEAUX - HÔPITAL SUD

Les conditions de travail se dégradent

À l'Hôpital-sud, cet été, la direction a embauché bien moins de remplaçants qu'en 1983. Aussi, dans les services, nous travaillons de plus en plus à effectifs réduits.

Dans plusieurs services, on en est revenu, durant les week-ends, à la situation où la même personne fait le travail du matin plus celui de l'après-midi.

Les roulements sont modifiés du jour au lendemain. On impose au personnel de jour de faire des remplacements la nuit.

En Cardiologie, on veut imposer aux brancardiers de remplacer des aides-soignantes dans les services...

Et lorsqu'on résiste et

qu'on refuse, on est aussitôt convoqué par toute une kyrielle de chefs avec tout le tralala... : « J'avais mis un avis favorable pour votre titularisation, tout est remis en question ». (Alors qu'on sait qu'il n'y aura pas une seule titularisation...); « La prochaine fois, vous aurez un blâme »; ou encore : « On va vous changer de service ».

En fait, tout le monde sent bien que l'encadrement est en train de préparer le terrain pour la rentrée. Une rentrée où il n'y a aucune chance que ça aille mieux puisque les rares auxiliaires embauchées cet été ne le sont que pour quelques mois.

Correspondant LO

HISPANO-SUIZA (Bois-Colombes)

Quatre jours de grève

Mardi 26 juin, après quatre heures de débrayage à l'appel de la CGT, les ouvriers de Fabrication ont décidé de poursuivre l'arrêt de travail et de rendre la grève totale. Parmi ceux-ci, beaucoup de militants ou d'adhérents à la CGT.

Pendant quatre jours, la production a été pratiquement stoppée. Et ces quatre jours n'ont pas manqué d'ambiance, car au-delà des revendications exprimées (« Non à la réduction des horaires sans compensation »), il y avait surtout la volonté de manifester son mécontentement.

Au troisième jour de grève, en assemblée générale, les responsables de la CGT se sont dits en désaccord avec la grève totale et partisans de grèves tournantes. Les grévistes, surtout les plus combatifs, ne partageaient pas ce point de vue. D'où de nombreuses discussions entre grévistes sur la meilleure façon d'organiser une grève.

La grève n'est pas encore terminée. Ceux qui ont commencé sont contents car ils ont conscience d'avoir flanqué une saine frousse à la direction.

CRAMA (Bordeaux)

Manque de crédits pour les maisons de retraite

Une maison de retraite pour personnes âgées dépendant de la Caisse Régionale d'Assurance Maladie d'Aquitaine vient de s'ouvrir, plusieurs mois après l'achèvement des travaux.

L'établissement est utile puisque l'Aquitaine est une des régions les moins pourvues en lits d'hospitalisation de longs séjours.

L'immeuble tout neuf devait accueillir 120 personnes à la retraite nécessitant des soins. Mais une fois construit, plan de rigueur oblige, une grande partie des crédits pour l'embauche du personnel a été supprimée.

Sur 91 créations de postes prévues, 27 employés seulement ont été embauchés et le

nombre des patients a donc dû être réduit à 24 au lieu des 120 initialement prévus.

Ce qui fait qu'à présent, les frais d'amortissement du bâtiment étant répartis sur moins de malades, la charge par personne hospitalisée atteint la somme de 11 000 F par mois ! Qui peut payer une somme pareille, à moins d'être pris en charge à 100 % ?

On en arrive à cette situation absurde : la construction de deux maisons de retraite a rapporté 5 milliards 600 millions de centimes payés par la Sécurité sociale aux entrepreneurs, mais elles ne servent pratiquement pas aux personnes âgées.

Correspondant LO

CHANTIERS NAVALS DE LA CIOTAT

Menace de dépôt de bilan

La restructuration menace depuis déjà longtemps les travailleurs des CNM.

Nous sommes à la merci des décisions des actionnaires qui peuvent, du jour au lendemain, déposer le bilan et mettre des milliers d'ouvriers à la rue.

Ainsi, le lundi 28 juin, l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires s'est réunie pour décider ou non le dépôt de bilan.

C'est pour se défendre contre cette menace que tout le Chantier s'est mis en grève ce jour-là.

À l'appel de l'intersyndicale, 450 ouvriers se sont

rassemblés et se sont vu proposer de bloquer l'autoroute de La Ciotat-Marseille-Toulon.

Pendant une heure, la file des voitures s'est allongée au péage. Des pneus ont été brûlés pour bloquer la circulation.

Ensuite, les syndicats nous ont amenés à la gare, gardée par les CRS, pour bloquer le train... qui était déjà passé.

Les manifestants avaient envie d'exprimer leur colère et de faire connaître leurs problèmes. Mais le blocage de l'autoroute ne gêne ni les actionnaires, ni la direction. Car cela fait des dizai-

nes de fois qu'on se retrouve à l'autoroute ou à la gare sans que cela ait rien changé, pendant que les actionnaires, les directeurs et les pouvoirs publics sont chacun, tranquillement, à préparer des mauvais coups.

Pour l'instant, les actionnaires (dont Empain-Schneider) ont décidé de se contenter des larges subventions que le gouvernement leur accorde, et ils se reverront en septembre pour décider de notre sort.

En attendant, ils nous promettent du chômage technique qui entraînerait des pertes sérieuses de salaires.

Correspondant LO

Dans l'automobile

DANS LES ENTREPRISES

RENAULT - Cléon

Mise en condition ?

Comme la plupart des usines de la Régie Renault, l'usine de Cléon connaît à son tour des mesures de chômage technique. Depuis décembre 1980, c'est la première fois que la direction y recourt. Elle le justifie en prétendant que la « conjoncture économique » serait la cause du chômage, les stocks seraient trop importants à cause de la mévente des voitures.

Déjà, à la veille du 1^{er} mai, nous avions chômé deux jours, et cinq jours à la veille du week-end de l'Ascension. Mais à Cléon, la direction a choisi d'étaler le chômage technique sur quatre mois d'été et, de plus, tout le monde ne sera pas touché de la même manière, certains chômant un peu, d'autres un peu plus, et certains pas du tout. La direction s'est même permis de faire chômer des ateliers aux bâtiments F (moteurs) et de demander aux régleurs de venir travailler sur machine alors que les ouvriers étaient au chômage!

A l'annonce des premières journées de chômage, personne ne se faisait d'illusions à l'usine. Du chômage technique, il y en aurait encore d'ici les vacances et après. Si certains pensent que les choses vont s'arranger toutes seules,

nous sommes nombreux à croire que si la Régie choisit de nous diviser en faisant travailler certains et en faisant chômer d'autres, c'est qu'elle essaye d'obtenir qu'il n'y ait pas de réaction de notre part. En tout cas, ce qui est sûr, c'est qu'elle veut nous faire peur pour nous préparer à pire, nous imposer des pré-retraites au rabais par exemple, ou même des licenciements.

L'histoire de la mévente des voitures personne n'y croit, d'autant plus qu'il faut attendre jusqu'à six mois pour obtenir une voiture. Alors, pourquoi le chômage technique? Sinon pour nous préparer « psychologiquement » en quelque sorte, une mise en condition pour les mois qui viennent.

Quant aux syndicats, la CGT propose une « politique industrielle concurrente, audacieuse, et créatrice d'emplois » et dénonce les investissements à l'étranger; la CFDT, elle, met en avant les 35 heures: « C'est indispensable », dit-elle tout en restant très discrète sur la question de la perte des salaires! Comme par hasard, personne ne parle de la responsabilité du gouvernement. Comme si la Régie n'était pas nationalisée.

Correspondant LO

RENAULT - Saint-Ouen

Brimades et réactions au quart de tour

Le mercredi 27 juin, une quarantaine de travailleurs du Fraisage débrayaient pendant une heure trente et allaient demander des comptes à un chef qui s'était distingué en s'en prenant à un jeune ouvrier.

Quelques jours avant, ce jeune fraiseur demandait à son chef un bon de sortie. Ce dernier le lui refusait. Le jeune attendait alors la soirée et redemandait son bon au chef de l'équipe du soir, qui le lui donnait. Le jour d'après, il était convoqué par le chef supérieur qui le menaçait d'avertissement et lui parlait de 48 heures de délai pour demander un bon de sortie.

Voilà qui a suffi pour qu'on se retrouve à 40 autour des chefs concernés, dans un bureau.

Au début, les chefs ne voulaient rien entendre: « Je reçois quatre personnes: les autres reprennent le travail ». Réponse: « On ne bouge pas ». Et le ton a monté: « On n'a pas à donner de motif pour avoir un bon »; « On n'a rien fait depuis

trois ans, maintenant on va se réveiller! », leur a même dit un militant du PC.

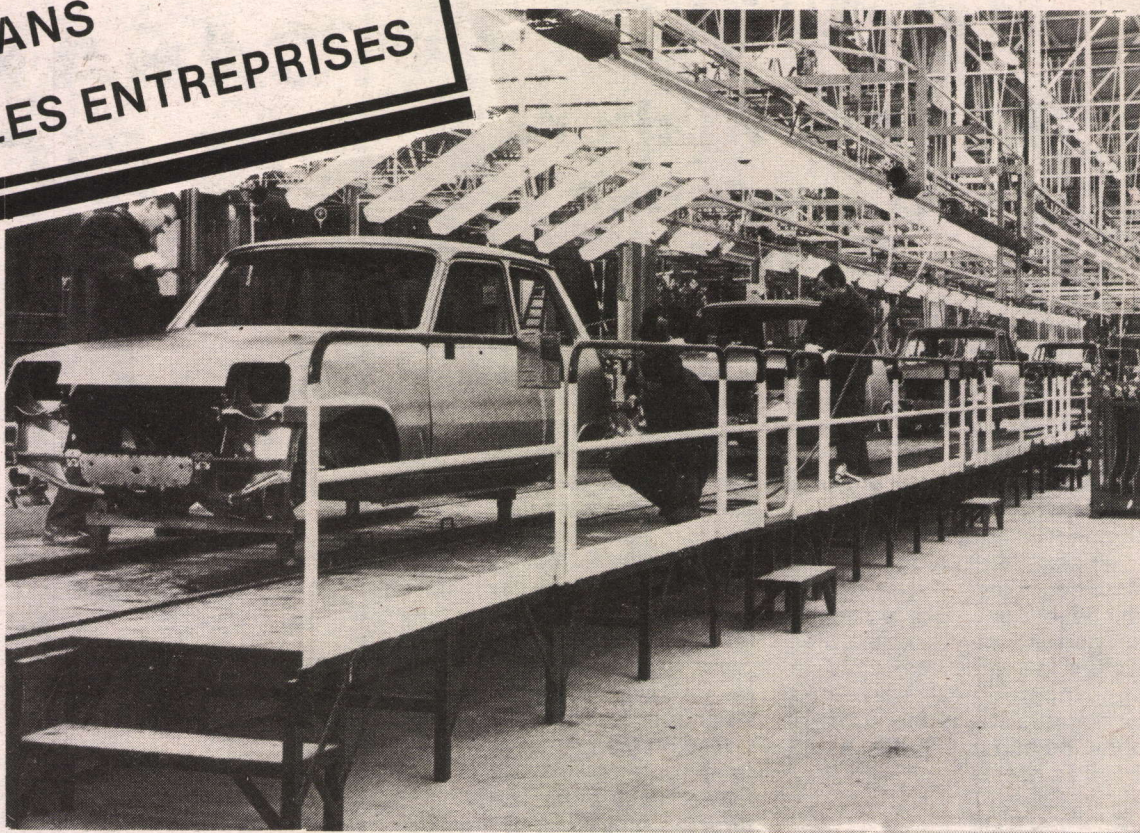
Le chef qui avait refusé le bon de sortie a fini par expliquer que c'était son chef supérieur qui lui avait demandé de le faire « à cause de la production » et que ce n'était pas de sa faute, que c'était une erreur.

Nous continuions à rentrer et à sortir du bureau dans lequel on ne tenait qu'à une quinzaine et où chacun voulait dire son mot: « Tu n'as qu'à rendre ta blouse! »; « Si tu attaques l'autre, t'es pas près d'avoir ta promotion »...

Au bout d'une heure trente, le chef responsable finit par avouer qu'il couvrait son subordonné mais « qu'il y avait eu une incompréhension, qu'il n'y aurait pas d'avertissement et qu'il n'était pas nécessaire de demander les bons 48 heures à l'avance ».

Inutile de dire que le moral était au beau fixe dans le secteur.

Correspondant LO



RENAULT - Flins (Yvelines)

Des réunions à la pelle

Depuis un mois, la direction convoque réunion sur réunion, département par département, sur le thème de la nouvelle grille de classifications, et tout ce qui en découle, passages d'essais, etc.

Les syndicats répondent présent plutôt deux fois qu'une, qu'ils soient ou non signataires de la nouvelle grille (seules la CFDT et la CGC n'ont pas signé).

Participent à ces réunions les délégués et des travailleurs volontaires, mais le délégué qui voudrait assister à toutes les réunions prévues n'aurait pas assez de son temps de travail à l'usine!

En Peinture, ça a commencé par une super-réunion entre les responsables du secteur et les délégués, d'où est sortie la décision... d'organiser d'autres réunions secteur par secteur! A ces réunions de « deuxième génération » ont été abordés devant des travailleurs bien souvent perplexes les passages d'essais de P1 et de P2 pour les OS. Sauf que tout cela est apparu à cette occasion comme un leurre de taille: en Peinture, seuls les peintres en cabine pourront passer le P2, par exemple. Or, « 50 % des ouvriers au moins sont inaptes à travailler en cabine », fait remarquer un peintre, « et tous ceux-là ne pourront pas passer le P2; surtout qu'au départ, on était tous aptes, mais c'est le plomb qu'on a recolté dans le sang qui nous a rendus inaptes ».

Pas étonnant, donc, qu'au retour de ces réunions, beaucoup se demandaient ce qu'ils avaient gagné. La réponse était rapide, à part quelques possibilités de promotions individuelles, pour certains, présentées par la direction, avec l'aide des syndicats, comme un pas en avant... rien. D'ailleurs, dans d'autres secteurs, le représentant de la direction ne s'est pas gêné pour annoncer d'emblée qu'il n'avait rien à avancer et qu'il attendait les propositions des travailleurs présents. Un sondage, en quelque sorte... Mais dès qu'on commençait à parler augmentation de salaires, là, c'était « à la direction générale, à Billancourt, qu'il fallait s'adresser ».

Les caristes de Sellerie et d'ailleurs, eux, refusent l'essai de P2 et réclament le P2 sans essai pour tout le monde.

Comme disait l'un d'eux, « aujourd'hui, le problème, c'est les salaires. Mais comme on a en face de nous le patron, le gouvernement, et certains syndicats, on préfère demander le P2, c'est une autre façon d'avoir de la rallonge ». Le P2 pour tous sans essai, impossible, dit la direction. Impossible, ajoutent les syndicats, ça créerait des conflits avec d'autres catégories d'ouvriers qui, eux, ont un vrai métier. Certains syndicalistes iront même jusqu'à proposer le... contrôle ouvrier sur les essais!

Dans ces réunions, la direction, qui essaie de procéder habilement en jouant sur la promotion individuelle, tente de rester maître de la situation, et de faire passer le mieux possible sa nouvelle grille de classifications. Pourtant, beaucoup approuvaient le camarade qui déclarait, lors d'une réunion d'OS de chaîne en Sellerie,

que c'étaient tous les travailleurs qui avaient besoin de rallonge, et pas quelques-uns seulement. Et que les 4 % prévus au mieux au bout de cinq ans dans un même coefficient, c'est tout de suite qu'ils devaient être versés, car c'est ce que les ouvriers ont perdu sur leur salaire ces derniers mois.

Les petits mouvements de mécontentement qui ont eu lieu depuis la mi-juin à propos de la nouvelle grille montrent bien qu'elle est ressentie comme plus injuste que la précédente encore, et que tout ça ne passe pas comme une lettre à la poste.

Et la CGT se met le doigt dans l'œil quand elle avance, pour se disculper, que la nouvelle grille ne fera pas sentir ses effets tout de suite. Elle a au contraire un résultat immédiat: mécontenter tout le monde.

Correspondant LO

PEUGEOT - Dijon

« L'aide à la réinsertion »... La direction n'est pas aidée

A Peugeot-Dijon, après les départs en pré-retraite, le patron avait proposé en début d'année des mutations vers d'autres usines Peugeot, sans succès.

A la mi-juin, la direction annonçait qu'un accord, intitulé « Aide à la réinsertion dans le pays d'origine », avait été conclu entre Peugeot et l'Office national d'immigration, organisme d'Etat. Cette aide se décompose en trois parties: Peugeot paye ce qu'il paierait en cas de licenciement économique, plus 15 000 F; l'Etat donne au maximum 20 000 F; et les ASSEDIC paient les deux tiers des droits au chômage d'un licenciement économique. C'est ainsi que la direction, en comptant large, donne comme exemple celui d'un ouvrier de douze ans d'ancienneté qui aurait droit à près de onze millions d'anciens francs.

Mais bien des points restent en suspens: après avoir dit que les droits à la retraite étaient perdus, la direction a finalement précisé qu'ils étaient maintenus, et versés à l'âge de 60 ans en fonction du nombre

d'années de cotisations. De même, le patron de Peugeot ne s'est pas engagé sur ce qui pour lui dépend de l'Etat: la réinsertion et l'aide qui va avec.

Ce projet a été fraîchement accueilli par les camarades immigrés, la majorité étant d'origine marocaine (162 sur 242). L'un disait: « Mes enfants ne parlent pas marocain, qu'est-ce qu'ils feraient? » Un autre: « J'ai fait 15 ans d'armée et 18 ans chez Peugeot, j'ai été exploité toutes ces années et maintenant il faudrait que je parte! » Ou encore: « Pas question que je m'en aille, autant qu'ils nous licencient ». Quelques-uns disent qu'il leur faudrait 20 ou 25 millions anciens pour commencer à envisager de partir.

Seul un petit nombre envisage de voir pendant les vacances s'il y a des possibilités d'avoir un travail au pays. C'est le cas en particulier d'une dizaine de camarades portugais sur les 55 qui travaillent à l'usine.

Bref, la direction aura à trouver autre chose.

Les hospitaliers de Toulouse en lutte

Depuis début juin, le CHR de Toulouse est en lutte. En effet la direction tente d'imposer tout un plan d'austérité, suivant en cela les directives gouvernementales.

C'est ainsi qu'il est prévu la réduction du temps de chevauchement d'horaires entre les équipes, de rallonger d'une demi-heure les horaires de travail de jour pour tout le personnel non soignant pour ne plus inclure le temps des repas, la suppression de certaines indemnités et la réduction de la prime de nuit (de l'ordre de 400 à 500 francs)...

LE DÉBUT DE LA LUTTE

L'ensemble de ces mesures, prévues par la direction depuis plusieurs mois, devaient être mises en place à partir du 18 juin. Mais un rassemblement appelé par Force Ouvrière le 13 juin et surtout un débrayage le 14 juin à l'appel de la CGT et de la CFDT, et regroupant plus de mille personnes, ont obligé la direction de l'hôpital à reporter la date d'application de ces mesures au 2 juillet. Ce report laissait le temps de préparer la suite et d'organiser la lutte. Ainsi, et sous la pression surtout du personnel non syndiqué, les trois syndicats, unis pour la première fois depuis bien longtemps, ont appelé à un débrayage de 4 heures, le mardi 26 juin, qui a été un succès: 4 000 hospitaliers ont manifesté dans les rues de Toulouse en criant: « Pas touche à nos horaires, pas touche à nos salaires »; « Lemarie, t'es foutu, les hospitaliers sont dans la rue », et se sont retrouvés à l'Hôtel-Dieu où la direction recevait l'intersyndicale. Mais le directeur a refusé de revenir sur son plan d'austérité, se rangeant derrière les consignes gouvernementales. C'est ainsi que les hospitaliers ont décidé de passer outre la décision du directeur, et de maintenir, à partir du 2 juillet, les anciens horaires, car c'est

finallement sur ce problème que s'est manifesté le plus violemment notre mécontentement.

Le directeur voudrait réduire de 11 h 30 à 10 heures le temps de travail de nuit, ce qui est sans doute une bonne chose en soi, mais ferait perdre en contrepartie 15 jours de repos compensateur, une partie de la prime et obligerait à travailler un mardi sur deux en jour.

En ce qui concerne les heures de travail du personnel non soignant, jusqu'à présent, le temps de repas était pris sur le temps de travail. Ce « privilège » n'est plus du goût du directeur qui voudrait faire travailler ses hospitaliers une demi-heure de plus par jour, c'est-à-dire 8 h 30 de présence à l'hôpital.

Vus sous cet angle, les nouveaux horaires ne sont pas acceptables par les hospitaliers.

LE BOYCOTT DES NOUVEAUX HORAIRES

Le lundi 2 juillet donc, tout le personnel a boycotté les nouveaux horaires, malgré les pressions du directeur et de l'encadrement, menaçant de sanctions. Et c'est à 2 000 que nous nous sommes retrouvés ce jour-là devant le bureau de la direction.

A ce rassemblement nous avons appris que Bérégovoy a fait cadeau du problème aux autorités locales, c'est-à-dire au préfet. C'est pourquoi une nouvelle grève a eu lieu mercredi 4 juillet. Au rassemblement devant la préfecture, nous nous sommes retrouvés à plus de 1 500 pour montrer notre colère. Mais à l'heure où nous écrivons, nous n'avons pas encore les résultats de l'entrevue entre l'intersyndicale et le préfet. Toujours est-il que la grève est reconduite pour le lendemain jeudi 5 juillet.

La lutte continue.

Correspondant LO

Les ENCA, un petit en-cas pour le patronat

Revoilà les ENCA, les Emplois nouveaux à contrainte allégée. Le CNPF se déclare prêt à embaucher 471 000 personnes (c'est très précis), à condition d'assouplir la législation à leur égard, de pouvoir ensuite les licencier à volonté, et par ailleurs d'obtenir un allègement des charges financières des entreprises.

Selon le CNPF, « les entreprises sont inhibées » par « l'aléa administratif (...) que constitue l'inspecteur du travail têtu qui refuse un licenciement ». Il existerait « des réservoirs d'emplois bloqués, notamment dans les petites entreprises, par les contraintes administratives et fiscales ».

Le malheur, c'est qu'il existe aussi des « réservoirs

de chômeurs », constitués par ceux qui ont du travail, et qui ne sont pas certains de le garder.

Le patronat promet d'embaucher, à condition qu'on lui fasse de nouveaux cadeaux. S'il se contentait de ne pas licencier, ce serait déjà une bonne chose.

L'engagement du CNPF ressemble tellement à une farce que le gouvernement a pour le moment dit non. D'abord le CNPF ne garantit pas que les patrons respectent son projet, et d'autre part personne ne dit combien de licenciements accompagneront ces embauches. Le seul acquis serait au profit du patronat une brèche de plus dans la législation sociale.

N.M.

LES CARAVANES D'ÉTÉ DE LUTTE OUVRIÈRE

Durant tout l'été, jusqu'à la fin août, les caravanes de Lutte Ouvrière sillonneront les lieux de vacances pour permettre à ceux qui veulent discuter avec des militants de Lutte Ouvrière de le faire. Les vacances sont une période de détente, un moment propice juste-

ment pour échanger des idées. Et il faut bien préparer la rentrée...

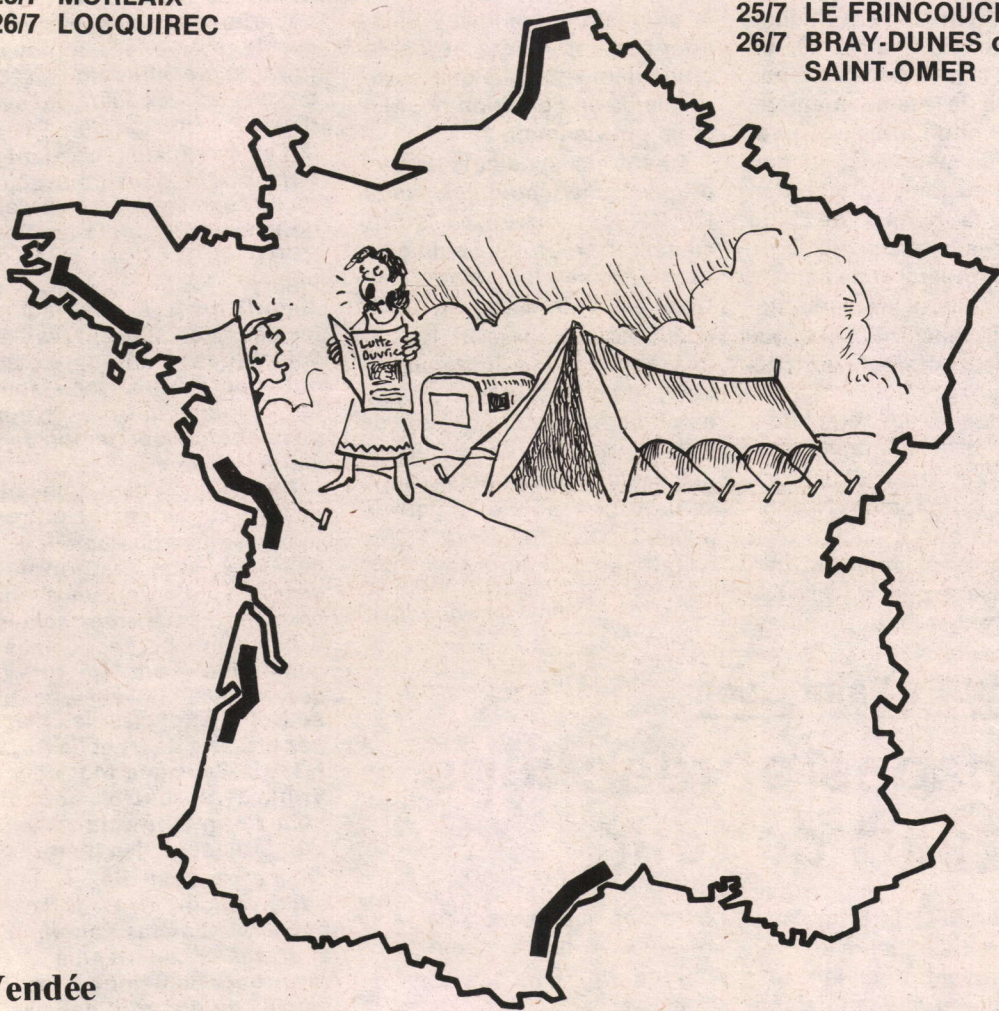
En ce mois de juillet, cinq caravanes longeront les côtes du Nord au Midi. D'autres auront lieu en août dont nous communiquerons les itinéraires ultérieurement.

Bretagne

15/7 BENODET
16/7 GUILVINEC
17/7 AUDIERNE
18/7 PLOMODIERN
19/7 CAMARET
21/7 PLOUGASTEL
22/7 PLOUGONVELIN-LE
CONQUET
23/7 LANDEDA
24/7 BRIGNOGAN
25/7 MORLAIX
26/7 LOCQUIREC

Nord

14/7 DIEPPE
15/7 CAYEUX
16/7 SAINT-VALERY
17/7 MERS-LES-BAINS ou
FORT-MAHON
18/7 QUEND-PLAGE
19/7 BERCK-PLAGE
21/7 non fixé
22/7 LE PORTEL
23/7 BOULOGNE
24/7 BLERIOT-PLAGE
25/7 LE FRINCOUCKE
26/7 BRAY-DUNES ou
SAINT-OMER



Vendée

15/7 SAINT-PALAIS-SUR-MER
16/7 MESCHERS-SUR-GIRONDE
17/7 LA TREMBLADE
18/7 MARENNES
19/7 ST-PIERRE-D'OLE-
RON
21/7 DOMINO - SAINT-
GEORGES-D'OLERON
22/7 LE CHATEAU D'OLE-
RON
23/7 LA ROCHELLE
24/7 RIVEDOUX
25/7 LA COUARDE-SUR-
MER
26/7 LE BOIS-PLAGE EN
RÉ

Côte Aquitaine

15/7 MONTALIVET
16/7 SOULAC/MER
17/7 HOUTTIN/PLAGE
18/7 LACANAU
19/7 ARES
21/7 AUDENGE
22/7 COUJAN-MESTIERS
23/7 BISCAROSSE-VILLE
24/7 BISCAROSSE-PLAGE
25/7 MIMIZAN
26/7 AUREILHAN

Languedoc

7/7 CANET
8/7 ST-MARIE
9/7 RIVESALTES
10/7 BARCARÈS
11/7 LEUCATE
12/7 LA FRANQUI
14/7 PORT-LA-NOUVELLE
15/7 SIGEAN
16/7 NARBONNE
17/7 NARBONNE-PLAGE
18/7 SAINT-PIERRE
19/7 BÉZIERS
21/7 VALRAS
22/7 VIAS
23/7 MEZE
24/7 FRONTIGNAN
25/7 MONTPELLIER
26/7 AIGUES-MORTES

Nous continuons à publier la liste de tous ceux qui, pour les élections européennes, nous ont aidés à faire entendre « La voix des travailleurs qui en ont assez d'être trahis par la gauche et opprimés par la droite ».

PARIS ET RÉGION PARISIENNE

Martel Josette, 100. Catherine, 50. Maryvonne, 100. Un travailleur Le Perray, 200. Pour LO, 34. Dominique et Maria, 100. Gilles, 100. Margot, 10. X, 10. Philippe, 10. Yves (ajusteur), 100. André Géologue, 100. Kimed, 100. Richard, 50. « S.F. », 20. « B.D. », 10. Jean, 20. Alain, 50. P. Gérard, 20. José, 20. Pour Arlette, 50. V.F., 30. Un déçu, 25. Moi aussi, 30. Pour la lutte, 20. Pour la révolution, la vraie, 27. Jugault, 20. Espoir, 20. G. Dufour, 30. J.M., 10. Beauf, 50. Aziz, 30. Bigoudi, 10. Des parents, 50. Dédé, 10. Mme S., Paris 20^e, 1 000. Véronique Avignon, 50. Michel Véron, 50. Micheline, 15. Pour vous aider, 100. Marylène Rabaut, 100. M. Beye, 10. Soutien, 20. Collecte aux Assurances Générales de France, Paris, 60. Didier, 150. Ralah, 40. Ali, 50. André, 20. Michel, 50. Christian, 10. Jean-Pierre Louis, 24. Jean-Michel, 10. Martine, 15. Patricia, 10. Denise, 15. Katia, 20. Chantal, 10. Philippe, 10. Christian M., 10. Michèle, 15. Un habitant d'Argenteuil, 10. Colette, 50. Dupuis, 15. Un employé, 10. Madeleine, 50. Raoul, 10. M. Bertrand, 10. Une employée, 15. Françoise, 10. Jacques, 15. Collecte Assurances Générales de France, Paris Favart, 186. Vive les travailleurs en lutte, 100. Olivier, 200. Catherine, 50. Pierre, 50. Blandine, 100. Philippe, 100. B.M., 100. Un couple sympa, 30. Imhoff, 100. Perez, 10. Françoise, 5. Valoin, 20. Bellot, 30. Francine, 10. Bedat, 5. Pour coller une contredanse au gouvernement, 10. Un sympathisant, 20. Collecte du 13 juin, 177. Myriam, 100. Michel, 35. Juan, 50. Jacques, 30. Renato, 55. Un cheminot, 10. Catherine, 15. Pascal, 25. Francis, 20. Yoldi, 10. Laurent, 15. Schlick, 20. Guiral, 20. Darrigade, 20. Bono, 2. Lenfant, 10. Virin, 5. Salles, 5. Verlhac, 20. Julian J.Y., 5. Robert, 10. Thierry, 100. Jean-Marc, 20. Claude, 20. Monique, 50. Chantal, 50. Marlel, 50. Toullieux (?), 10. Donjon, 10. Jalquin, 50. Dauphin, 10. Lewicki, 10. Gonzalès, 40. Dupouy, 10. Gauthier, 200. Agnès, 200. Rutulo, 30. Sympathisante, 100. Un camarade, 20. Laurent, 20. Martine, 120. Fiot, 10. Gilles, 200. Pierre, 20. Jean-Marc, 50. Un militant, 100. Un sympathisant, 50. Mère d'un militant (Yvonne Dordogne), 100. Bindès (?), 100. Salui, 10. Daniel, 20. Un vrai communiste, 15. Minaud (Vive le Pino), 15. Anita, Julien et Delphine, 50. Keord (?), 50. Roger, 100. Hanitot, 100. Erick, Monique, 50. Une camarade, 500. Evelynne, 20. Krumolt Anne, 20. Cheminot de Saint-Lazare, 100. Un cheminot de Saint-Lazare, 20. Un cheminot de Sartrouville, 20. Marquet Alain, 100. Alain, 10. José, 10. Henry, 10. M. et Mme Pacory, 100. Fabienne, 200. Mme Cornu, 50. Mme Féret, 50.

BONDY

Françoise, 40. Hush, 10. Un ouvrier, 50. Véronique, 10. Vittel, 20. Guy, 40. René, 15. Inconnu, 10. Un petit commerçant, 5. Yvon Dalu, 44. Gabriel, 5. Momo, 5. Valérie F., 50. Titine, 30. D.R., 10. Odette, 10. Ahrens, 30. Anonyme, 10. Anonyme, 6. Tatou, un r'calé du BEP, 11. Signature illisible, 20. Bienz, 5. Mohamed, 3,50. Med, 2. Pascale, 3. Un travailleur en colère 2,50. Mireille Mordon, 5. L'histoire prouvera qu'on a raison, 200. Le Bidan, 60. Le Guern, 50. Bejda, 10. Verdière, 50. Duprat, 100. Dazin, 60. Masco, 50. Sylvie, 50.

S.N.C.F.

Sud-Ouest Masséna : Couderc F.,

50. Grason Gilbert, 10. Collecte, 176. Christian, 50.

Dépôt Paris-Sud-Ouest : Collecte : 482.

Paris-Austerlitz : Miedzogorski, 150. Fenu Claude, 150. Le Rouzic, 50. Bonnaspie, 50. Un cheminot, 20. Franciel, 20. Henri, 50. Antou, 10. Une cheminote, 10. Maudrey, 20. Christophe, 10. Léonard, 20. Carbonie, 100. Une cheminote, 20. Konate, 50.

Sud-Est : Soulayres, 150. Chaleil Annie, 50. Barrier Philippe, 20. Thierry, 10. Carine, 20. Dobrotowski, 10. Block Richard, 10. Dubeyrolles, 10. Anonyme, 4. Abtouche, 10. Illisible, 20. Céphace, 10. Walter, Parti Socialiste, 10. Vogel, 10. Ménard, 10. Milon, 20. Montabard, 10. J.-Marc, 10. Putazzio, 10. Anonyme, 15. Philippe, 10. Labim, 20. LCR, 25. Sympathisant PCF, 10. Chaleil, 40. Denis LCR, 10.

Collecte Nord : 35.

LA COURNEUVE

E.M., 45. J.C. Durbant, 50.

LEVALLOIS

Un sympathisant, 100. Une mère de famille, 70. Marc, 100. Une instit, 50. Une instit, 30. Un lecteur irrégulier de LO, 20. Un cheminot, 50. Une sympathisante F.C., 200. Fabien, 50. Une électrice d'Arlette, 100.

LYCÉE EUGÈNE DELACROIX (Maisons-Alfort)

Anonyme, 50. Helleu, 100. Liza Baris, 25. Une lycéenne, 50. Une lycéenne, 40.

SNECMA (Gennevilliers)

Gilles, 35. Pour LO, 20. M'Hamed, 10. Un sympathisant, 10. Un pote de boulot, 10. Dépanneur, 10. Hassan, 50. René, 20. Youssoufi, 10. Pascal, 20. Tévenon, 10. Didier, 10. Antemer, 5. Caro, 10. Buffet, 10. Tavernier, ajusteur, 100. Jean Munoz, ajusteur, 50. Bernard Duée, 20. Jacky Espanet, ajusteur, 50. Alain Barbi, rectifieur, 10. Mario, rectifieur, 20. Nanar Fournet, 40. Gabara, rectifieur, 10. Martin, tronçonneur, 20. Eric Manasyan, 50. Joseph Crespo, 20. Gilles Fournier, 20. Francis Meyer, 50. Eric Couespel, rectifieur, 20. Denis Camus, 20. Molaine René, 20. Fossé Serge, 20. Boussaboum, rectifieur, 20. Boullé Joël, 10. Tedjoune, ajusteur, 20. Christian, rectifieur, 30. Pastigo, ajusteur, 10. J. Pierre Ceriani, 10. Derouick Patrick, 15. Murgalé, Patrice, 16. Darras Michel, 15. Laurent, contrôleur, 30. Patrice, contrôleur, 50. Paul Emile Victor, 10. Un lecteur de LO, 30. Paolo Rossi, 26. Lulu Gateau, 25. Gilles, 5. Daniel Fily, 10. Milleasseau, 10. Marchal, 10. Decourvoir Jacky, 20. Lenique Patrice, 11,30. Giraud Laurent, 15. Girault Olivier, 15. Laboureaux Serge, 10. Pontieu, 10. Paul Munguy, 10. Debiez Olivier, 10. Mahaut J. Jacques, 10. Beeldens G., 20. Moussami, 10. Segura, 5. Gonnot, 5. Illisible, 5. Bizieu, 10. Gaston Ruffin, 10. Guerelon, 10. Schelimmer, 5. Dosserro, 10. Foligné, 5. Alain Sulyan, 10. André Botana, 10. Rodriguez Manuel, 20. Moquet Patrice, 10. Devault Gilles, 10. Deville, 10. Mme Lequin, 15. Grosbois Annick, 100. Zanon, 10. Pascal Foucray, 10. Boussac Rémy, 10. Chauffournier Thierry, 10. Wattebled, 5. Trabelsi, 10. Monique Courtois, 10. Briens, 30. René Famin, 20. Patrice, un sympathisant, 100. Thévenon, 10. Gracia, 10. Nicole Viard, 10. Canon, 10. Gouttière, 10. Hannequin, 10. René Mou-

lin, 10. Serge Patru, 10. Georges, 20. Yannick Oren, 10. Janney, 5. Belkeir, 10. Stéphane Hélier, 10. J. François Codani, 10. Seybald, 20. Jametal (?), 20. Dekis, 10. Tchisafou, 10. Dumoulin, 5. Clément, 5. Hay, délégué CFDT, 20. Sita, 10. Bahloul, 20. Un technicien, 20. Cély, 10. Dany, 10. Mardes, 10. Hamed, 10. Compresseur ajusteur, Christophe, 20. Un sableur, 10. Amaen, 150. J. Marie, 20. Chahed, 30. Giraudeau, 20. Clérice L., 30. Barroso, 15. Pierre, 20. Bague, 20. Gilles, 20. Carette F., 20. Surlbed, 20. J. Luc, 10. Paul, 20. M. Prudentos, 10. Thomas Daniel, 20. Defachelle Daniel, 15. Michel, 10. Sylvain, 10. Pierrot, 10. Cazeneuve, 20. Rioval J., 10. Coutant Jean-Marie, 100. Fraiseur, 15. Pascal, rectifieur, 15. Jacques, ajusteur, 10. Guillot, contrôle, 10. Glevalec, fraiseur, 10. Jean-Marc, 50. Eddi, 10. Jacques, 50. Lulu, 20. Pierrot, 20. Paul, 20. André, 15. Riton, 30. Ajusteur P1, 15. Fondeur, 30. Cariste, 15. Fondeur, 20. Anonyme, 20. Léo, 15. Pour le candidat, 30. Idem, pour le candidat, 30. Retraité Snecma, 20. Sympathisant, 50. Mohamed, 20. Dédé, 20. J. Michel, 15. Un nouvel embauché, 10. Roland, 20. Rocky, 20. J. Paul, 15. Patrice, 25. Un cariste, 10. Magasinier, 20. Un autre, 15. Jean Marie, 50. Yvon, 30. Pour le candidat, 30. Collecte, 1 460.

DE NOUVEAU RÉGION PARISIENNE, PARIS

François (affaires sociales), 200. Barillon, 100. Evry, anonyme, 5. Collecte SNIAS Les Mureaux, 350. Une camarade, 500. Sylvia, 100. Schott, 20. Masson, 20. Ouvrier, 10. Christian, 10. Coche, 50. Philippe, 200. Un autre Philippe, 50. Christophe, 50. Boudet, 50. Sympathisant, 30. Collègue de travail, 15. Copain, 12. Anonyme, 23. Pour Arlette, 100. Bruno, 50. Lionel, 50. Patrice, 100. Patrice, 20. Un copain, 350. Joëlle, 10. Dominique, 10. Emilie, 11. Une sympathisante et électrice, 30. Un sympathisant « vert » allemand, 20. Prof EPS, 100. Parois, 50. Fauvin, 20. Amodeo, 30. Leman, 20. Martine, 50. Anonyme, 50. Francisca, 200. Anonyme, 10. Florence, 200. J.C. Piquemal, 700. Hans, 200. Pinky, 200. Soutien, 100. Une mère de famille, 20. Un étudiant, 10. Deux sympathisants, 100. C.C., 58. Birgitt, 30. Sympathisant LO, 200. Sion J.L. Télécom, 100. Saïd, 10. Olivier, 16. Etienne, 20. Antoine Otavi, 30. Louis Sylvie, une révoltée, espère ne jamais avoir à être déçue d'avoir fait confiance à Lutte Ouvrière, 20. El Mansour, 20. Une femme de Clichy, 10. Un forain, 10. Danièle, 100. Une retraitée, 10. Rigaux Florent et Richard, 15. Denise, 100. Figour Nelly, 30. Zeino, 20. Denise, 50. Un prof, 300. Un prof, 200. Un prof, 50. Demangeat, 200. Arlette B., 200. Wallon André (Aulnay), 10. Edouard, électromécanicien, 20. Anonyme, 10. Monnier, 20. Martine, 50. Angéla, 30. Michel, 20. Directrice SES Issy-Les-Moulineaux, 100. Nicole et Robert, 100. Chueca, prof, 100. L.P. retraité Lilas, 10. Gilles « bon courage », instituteur Asnières, 30. Prof français Asnières, 20. Scorsch, prof d'histoire, Asnières, 50. Surveillante Asnières, 96. H., retraitée, 500. Guy, enseignant, 200. Avenard André, 200. Thomas Gille, 100. Jacques Vob, LCR, 20. Gaudry Monique, 20. Jamain Robert, 20. Employé ville de Paris, 10. Rajoharison Cyril, 10. Aim, 50. Berger, 10. Meecurio, 5. Riquet, 10. Welfinger, 10. Guérard, 10. Rosemond, 10. Ferauge, 10. Lefort, 50.

François, 15. Une ancienne vendeuse, 4,20. Perrichot, 40. Daouni, 100. Georgi, 50. Une habitante du 5^e, 20. Didier, 100. Un retraité, 100. Nicole, 100. Ronsin, 20. X, 1. Da Silva, 25. Adnane, 40. Santier, 15. Illisible, 10. D. Killauy, 10. Oulhi, 50. Une sympathisante, 10. Belharrab, 3. X, 10. Habitant Aulnay, 10. Denys Assurances, 200. Un militant, 150. Teisseire, 100. Collecte GM Gennevilliers, 229. CL Défense, 96. Une sympathisante, 200. Londero Jocelyne, 200. Un militant, 100. Ouillène, 40. Sabine, 40. Françoise, 20. Loïc, étudiant banlieue sud, 30. Jules César, 200. Levalle Lucie, 20. Grossman Michel, 10. Une sympathisante, 200. Fleur bleue, 70. Le Came, 30. Leprevost, 20. Tesnier, 20. Richard, 10. Varenne, 500. Gasquet, 50. Gomez, 10. Loririm, 10. Cofim Paul, 5. Un travailleur Renault, 20. Guillaoux, 20. Bangeon, 20. Petin, 10. Voleau, 20. J.T. Paris, 100. La sœur de François, 50. Un employé de la Sogespas, 50. Divers, 50. Parce que Arlette se bat bien, 10. Nives, 10. Une travailleuse, 21. M. Jucquin, 20. Catherine, 500. Jean-Pierre, 200. H.G., 100. Au marché Richard-Lenoir, 10. Brigitte B., 10. Ramadna D., 10. L. Bernard, 30. Fadri, 20. Ramage J., 300.

DIVERS

Claude, 10. Pascale, 200. M. Garcia (Montreuil), 30. Marie-Odile Bouteiller, 50. Une copine, 500. Benoit, 5. Olivier, 10. Vincent, 35.

RÉGION PARISIENNE DIVERS

Un médecin, 3 000. J. Bertolino, 700. Stéphane, 100. Peyron, 30. Hussain, 10. Emilia, 10. Josy, 20. Pierrot, 220. Fernand, 1 000. Daniel, 100. Cot, 10. Laurence, 200. Michèle Martin, 50. Un étudiant sympa, 50. Danièle (LEP St-Denis), 100. Bernard, 100. Brigitte, 50. F. et F., 150. Paula (Montluçon), 70. Eric, 10. Un copain, 10. Patricia, 5. Collecte, 200. Philippe, 50. Tatem Larbi, 10. Bouchadi, 15. Camarade LCR, 30. Robert, 50. Un retraité, 10. Sandrine, 20. Super-mémé, 500. Adelaïde, 50. Maillefert, 20. Anonyme, 20. Anonyme, 10. Braune, 30 + 6. Martine, 20. Anonyme, 100. A titre personnel, 50. 2p, 10. Régis, 20. Un lecteur, 50. Mousem Louis, 10. Suzanne, 8. Pierre de Norvège, 200. Un ouvrier Citroën, 10. Glonou, 100. Claudine, 30. Soutien, 50. Une secrétaire de Paris, 300.

CRÉTEIL

Johram, 50. Vivienne, 10. Jacqueline, 20. Doudou, 10. Francis, 14. Patricia, 50. Dominique, 100. Sabine, 200. Jacqueline, 10. Claude, 26 ans, informaticien et Françoise, 25 ans, secrétaire, 10. Pascal, 25 ans, PTT, 10. Manuel, 22 ans, étancheïste, 20. Collecte Centre de tri Créteil, 190. Auberton, 20. Favorelle, 20. Jean-Philippe, 10. Gaffrer, 15.

MARSEILLE

Monique, 150.

PARIS

Gérard, 10. Copine, 200. Jean-Yves (Alsthom), 50. Daniel, 50. Thierry, 50. Jacques Aubert (La Courneuve), 15. Un sympathisant, 50. Olivier, 25. Christophe, 25. Antoinette, 14. Danièle, 50. Casteran, 10. Giard, 20. Liane, 20. Anonyme, 20.

RÉGION PARISIENNE

Mère d'un sympathisant, 100. Frère d'un sympathisant, 50. Une sympathisante, 200. Chantal, 150. Sympathisant, 10. René, un voisin

d'Arlette, 100. Une qui commence à comprendre, 500. Philippe, 100. Un sympathisant, 20. Agnès, 50. Pour arrondir, 70. Carlos, 100. Gilbert, 50. M. Salgado, 20. Bellanger, 10. D. Letessier, 20. Pour arrondir, 56. Bertrand, 50. Eric, 100. Edith, 20. C. Behem (UAP), 100. F. Paris, 180. C.B., 100. A.M., 50. Soutien UAP Tour Assur, 164. Un copain LO (J. Schneider, La Plaine-Saint-Denis), 200. Un militant LCR, 30. Yves, 14. Sympathisante LCR, 20. Jannine, 20. Catherine, 20.

VILLEJUIF

Rampeau, 10. Un Buton, 10. Soutien, 6. Une sœur, 100.

ROSNY-SOUS-BOIS

« Pour que LO s'exprime », 10. Famille Chevallier, 50.

ROUSSEL-UCLAF (Romainville)

Marie-France, 10. Betty, 20. Patricia, 10. Un copain, 20. Martine, 20. Joëlle, 10. Odile Bureaux, 100. Un technicien, 50. Fabienne Fournier, 50. Guy Lemoine, 50. Une technicienne, 50. Jeannette, 10. Peter Forner, 50. Baby, 10. Texera, 10. Sylvianne, 20. Derkaoui, 20. Patrick (intérimaire), 20. Françoise, 20. Catherine, 20. Mémé Jacqueline, 50. Vive la démocratie, 20. Un jeune, 10. Jeannette, 20. Catherine Carrère, 20. Pour la voix des travailleurs, 100. Une grand-mère, 100. Collecte, 668.

PTT - ARCHIVES

Basile, 30. Baronnet F., 20. Baronnet C., 50. Labrousse Lucien, 20. Vincent Marc, 100. Pascal, 150.

PTT - TRI MONTPARNASSE

Nanard, 100. Raymond, 50. Jean-Jacques, 20. Pierre, 20. Alain, 10. Marie-Pierre, 20. Didier, 10. Patou, 50. Brigitte, 10. André, 10. Didier, 80. Sylvie Vallée, 50. Léo, 20. Pascal, 20. Alain, 200. Gilles, 100. Denis, 100. Collecte, 252.

CAISSE NATIONALE D'EPARGNE

Hofri, 7. Jean-François, 25. Patrick, 10. Corinne, 10. Goupil, 200.

CCP - MONTPARNASSE

Catherine, 20. Sympathisante, 100. René, 50. Huguette, 30. Martial, 45. Danièle, 50. François, 30. Collecte, 175.

CCP - BOURSEUL

Nicole, 50. Sylvie, 20. Ginette, 10. Maryvonne, 100. Lamy, 110. Une employée, 10. Brigitte, 100. M. Vonesch, 50. Collecte, 302.

CHAUSSEON - CREIL

Seccatte, 10. El Akkad, 10. Asmi, 15. Luxembourg + un sympathisant, 10. Debellemanière, 10. Bena-meur, 10. Deux camarades mécaniques, 10. Brigitte, 100. Bastide, 10. S.L., 500.

CREIL

OS Floquet, 20. Agent PTT Creil, 30. Etudiante, 42. Sylvain, 10. X, 10. Une mère de famille, 10. Sonier, 34.

ARDENNES

Matzedda P., 40. V, 200. Jouniaux R., 50. Paquet Ilde, 100. César, 15.

PTT - PARIS 18

Chapuis, 10. Berthelot 10. Martial (adversaire politique), 50. Valarché, 23. Jocelyne, 10. Serge, 30. Désiré, 20. Mary, 20. Thildorant, 30. Grandmougin, 50. Jule, 20. Un préposé, 20. Lamirault, 20. Collecte, 231.

Souscription (suite)

PTT - AUSTERLITZ

Bruno, 80. Roger, 35. Un sympathisant, 20. Anonyme, 15. Thierry Vuillet, 50. Jean-Luc, 100. Vincent (St-Ouen), 15.

BNP BERGÈRE

Denise, 20. Pour la démocratie, 20.

BNP BARBÈS

Alain, 30. Corinne, 10. Marie-Christine, 20. Muriel, 10. Renée, 50. Ollois, 30. Kitouni, 20. Thierry Legrand, 10.

UAP JULES LEFEVRE

Marie-Thérèse, 50. Collecte, 284.

UAP LE PELLETIER

M., collectionneur d'affiches, 50. Collecte, 380. Une employée, 60.

TROYES

Une curiste, 50. Des bons petits vieux, 24. Une sympathisante, 150. Une copine, 150. Une ASI, 20. Un lecteur, 10. Collecte hôpital, 180. Corail, 40. Nino, 20. Sylvie, 20. Godon J., 10. Travailleurs, 10. Alain, 20. Gérard, 20. Lydie, 60. Pascal Andrieux, 300. A. Pierre, retraité, 100. Pour une petite liste de gauche, 50. Jean-Paul, sans illusion, 20. Brigitte, bonnetterie, 40. José, pour Arlette, 50. Gérard, employé SNCF, 100. Daniel et Marie-Pierre : Bravo Arlette, 70. Babette (oui pour une petite liste), 100. Brigitte, pour une liste sympathique, 30. Un employé de la Sécu, 150. Grymer, 50. Pour l'expression des idées révolutionnaires, 100. Un prof, 100. Collecte Sécurité sociale, 30. Nebou Marie-France, 10. Un artisan sympathisant, 10. Moulinize, 20.

DIVERS PARIS

M.V., 300. Josianne et Mohamed, 30. Franck D. (lycée Turgot), 60. J.P. (PTT-PLM), 200. Une lectrice LO (Neuilly-sur-Marne), 100. Une électricienne LO, 100. Un enseignant de Montluçon, 100.

ROISSY AÉROPORT

Bourcier, 150. Bringer, 30. Davoust, 40.

CGCT 15° (Paris)

Aldine, 50. Soutien, 100. Jean Perdieu, 100. Bernard Ollivier, 50. J. Jaume, 50. P. Manable, 50. Vétier, 20. Pauline, 100. Yilmaz, 100. Astride, 30. René, 30. Gire, 100. Monique, 20. Lévy, 30. Vamlu, 30. Spitz, 20. Le Douguet, 30. Soutien, 50. Un travailleur, 10. Un technicien, 20. Rachid, 100. Ancien de 68, 30. Un camarade, 20. Daniel, 200. Antoinette, 25. Drapeau CGCT, 85. Alain, 100. Nathalie, 40. Daniel, 40. Jacques Vallin, 50. Platel Guy, 50. Joseph Lovail, 20. Jean-Paul Camus, 20. Michèle Sausone, 30. Reveillon Roselyne, 100. Un travailleur de CGCT, 20. Un travailleur de CGCT, 50. Une travailleuse de CGCT, 30. Un travailleur de CGCT, 100. Deux amis, 200. Une travailleuse de CGCT-Un travailleur des PTT, 150. Un travailleur de CGCT, 100. Deux travailleurs de CGCT, 32. Un travailleur de CGCT, 10. Un travailleur de CGCT, 30. Un travailleur de CGCT, 20. Un travailleur de CGCT, 40. Une amie de CGCT, 50. Une travailleuse de CGCT, 20. Une travailleuse de CGCT, 20. Une travailleuse de CGCT, 20. Un autre travailleur de CGCT, 20. Un travailleur de CGCT, 10. Un travailleur de CGCT, 20. Un travailleur de CGCT, 50. Un travailleur de CGCT, 30. Un travailleur de CGCT, 50. Un travailleur de CGCT, 100. Une travailleuse de CGCT, 50. Un travailleur de CGCT, 50. Une travailleuse de CGCT, 50. Une travailleuse de CGCT, 50. Un travailleur de CGCT, 10.

CNAVTS (Paris 19°)

Didier CNAVTS, 30. Noëlle, 50.

Claude, 10. DOM, 200. Pour la contredanse, 250. Dominique, 50. CIO, 100. Josiane, 50. Anonyme, 10. Jean-François, 10. Une sympathisante, 10. André, 10. Lomé M.P., 10. Une employée, 20. Rose, 30.

CRAMIF (Paris 19°)

Catherine, 100. Michèle V., 20. Josiane, 10. Mme Flereau, 30. Nicole, 20. Marché Place des Fêtes, 30. Eliane Lavielle, 100. Cité Curial, 25. Kebe Richard, 100. Seiller, 100. Employé CRAMIF, 25. Janisson-Cohen, 100. Valli, 50. Employé CRAMIF, 20. Soutien CRAMIF, 10. VD, 50. Butcher, 50. Soutien, 50. Baeyens, 50. J.J. Quéré, 50. Jojo, 20. Thémelin CH., 30. C. Loiseau, 100. Jacques Sutton, 200. Muriel, 20. Jean-Paul, 25. Michèle Couw, 60. Christian B., 10. Bifad, 20. Sevenans, 10. Pat. R., 41. Marie-Christine, 20. FM, 20. Selhonn, 40. Mercier, 20. Samana, 50. Bernard Dora, 50. Jean-Michel, 20. Michel F., 200. Un travailleur du 19°, 20. Un travailleur du 19°, 20. Alain Coffin, 200. Mai, 100. Annie, 30. Danièle, 20. Anonyme, 10. Nicole, 100. Serge, 30. Danièle D, 100.

PTT (Paris 17°)

Didier, 200. Nicole, 100. Luc, 50. Michel, 20. J.-Louis, 30. Transbord, 50. Nathalie, 20. Marc, 10. J. Michel, 30.

PTT ISSY CTA

Walby, 10. Papy, 10. Un postier sympathisant, 50. Marty J.-C., 50. Lamotte, 20. Birebent, 10. Rino, 250. Picard, 20. Bigot, 20. Rellui, 20. Bodenes, 10. Du casse, 20. Fovet, 10. Lucas, 10. Dessaux, 50. Serge, 100. Collecte, 80.

EDF Paris

Jacques, 300. Anonyme, 10. Seynhæve, 40.

CAISSE D'ÉPARGNE Paris

Quintric, 50.

VIA ASSURANCES Paris 9°

Dominique, 10. Dominique, 20. Françoise, 10. Nicole, 30. M. Leredo, 15. Michèle D., 10. Catherine, 10. Lionel, 15. Viviane, 10. Méziene, 10. Koné, 10. Anonyme, 10. Morel, 50. Marcel, 40. Ray, 10. Michel, 40.

CHAUSSON-ASNIERES

Fred, 200. Gabriel, 40. Rachida, 50. Hervé, 20. Claude, 20. Brigitte, 20. Bénito, 20. Paul, 10. Jean, 10. Ovriss, 10. Tikougu, 10. Abed, 10. Amed, 10. Manuel, 10. Paulo, 30. Dubois, 50. Claire, 10. Nadège, 50. Gislène, 20. Copain, 100. Mohamed, 15. Dutertre Patrice, 20. Edel Gérard, 30. Pinquet, 30. Marié, 30. Qampo, 20. Kekauren, 20. Marrec, 50. Flego, 10. Un travailleur d'Asnières (immigré), 10. Lemay, 10. Cahaen, 10. Hervé, 30. Maurice, 10. Georges, 10. Alain, 100. Un ajusteur, 50. Jean, 20. José, 20. Claude, 50. Georges B., 20.

CHAUSSON-GENNEVILLIERS (Usine H)

Un contrôleur CV, 10. Jean-Paul, 30. Goumananze, 10. Auffray, 15. Ben Slimane, 300. Sutti, 10. Lefèvre, 20. Un OS, 10. René, 10. Pierre, 10. Rossi, 15. Huc, 15. Anaka, 20. Jacky, 10. Perillat, 20. Elamrani, 10. Bouboule, 15. André, 10. Adar, 10. Un retoucheur mécanique, 50. Mohand, 20. Roland, 10. Tolier, CV, 10. Thomas, 20. Larki, 15. Contrôleur mécanique, 150. Belaïd, 20. Mohamed, 10. Onolfo, 10. Anafi, 10. Omar, 10. Guern, 10. Un soudeur EAC, 10. Clanune, 10. Soudeur EAC, 10. Un contrôleur, 50. Abdelkader, 10. Jacky, 30. Ahmed, 10. Salami, 50. Pèpé, 100. Un peintre, 40.

CHAUSSON GENNEVILLIERS

Philippe, 200. Un ouvrier de Chausson, 50. Un camarade, 34. Un OS, 10. Un camarade de Chausson, 20. Ben Med, 10. T. Didier, 19. Pascale,

5. B. Joël, 8.

THOMSON-BAGNEUX

Un câbleur, 15. Un technicien, 20. Deux techniciens, 20. Un AT, 20. Un dessinateur, 20. Un travailleur de Thomson-Bagneux, 20. Un musicien, 50. Un AT, 30. Un technicien, 15. Un autre technicien, 17. Deux enseignants Soissons, 50. Employé, 10. Un AT, 44. Un technicien, 20. Un ingé, 30. Un dessinateur, 40. Un ingénieur, 50. Une secrétaire, 50. Un technicien sympa, 50. Une jardinière, 20. Des parents sympas, 150. Un camarade espagnol, 20. L.P., 80.

THOMSON-CSF- ISSY-LES-MOULINEAUX

Une AT mal vue, 100. Une retraitée, 50. Avec une bise pour Arlette, 70.

THOMSON-CSF-TELEPHONES COLOMBES

Jacques, 100. Guerault, 50. Masnière, 30. Pierre, 100. Dominique, 20. Anonyme, 20. Travailleuse Thomson, 5. Yvonne, 20. Monique, 100. René, 100. Yvette, 10. Marie-France, 10. Martine, 10. Bernard, 10. Martine, 10. Une employée, 10. Une sympathisante, 20.

THOMSON-GENNEVILLIERS

Cousinet J.-Luc, 100. Olivier, 500. Lebreton, 300. Bruno Berret, 500. Joël, 50. Laurent, 50. Campini, 300. Michel Breton, 500. Pierre Labat, 400. Michel Grégoire, 100. Philippe Rigau, 200. Roberte Girard, 200. Alain Eberland, 200. Ahmed Berradi, 50. Hervé Hab, 100. R. Nobrega, 100. Une amie J., 50. Danièle, 62. Simone, 20. Sali E., 10. V. Colan, 100. Letort, 20. Zanon, 20. Audoin J.-Michel, 30. Sardaine, 20. Foucher, 30. Levesque, 20. Bernateau, 50. Courcier, 50. Boulic, 50. Bastard, 30. Ciri, 100. Ramos, 30. Caugyel, 50. Hayoun, 20.

REGION PARISIENNE :

Dumard, 5. Huault, 10. Christine, 15. Devillers Madeleine, pour le boycott des élections, 20. Anonyme, 10. Aldo Candusso, 10. Hazera, 10. Anonyme, 10. Durand, 10. Bourrez, Louisette, 10. Olivier Martinez, PTT-Paris, 100. Sympathisante, 100. Olivier, 50. Télécom, 20. Télécom, 15. Philippe, 400. Hélène, 200. Huguette, 100. Odile et François, 200. Marie, 100. Florence, 100. Une institutrice remplaçante, 15. Une institutrice remplaçante, 10. M. Baudet, 100. Didier, 375. MF, 60. Grandjean, 10. Tyburcy J., 10. Mohamed, 10. Anonyme, 10. Abret, 10. Une dame, 10. Anonyme, 10. Didier, 16. Plocki, 100. Patrick, 30. Soutien, 40. Soutien, 10. Tesoies, 14. Lefeuvre, 50. Mausson, 50. Axieme, 20. Dominique, 50. Patricia, 50. Vajda, 50. Laventure, 10. Gozcan, 10. Kwiatkowski, 10. Une travailleuse de la RATP, 250. Une laborantine, 50. Olivier, 200. Choquet, 100. Christine et Jacques, 110. Christian L., 50. Alain, 150. Un autre copain, 100. Dasse Mireille, 50. Bernon Bernadette, 20. Une lectrice de Bagneux, 50. Une autre lectrice de Bagneux, 100. Nadine Dumont, 200. Monique, 500. DB, 100. Bell Odile, 30. Stephane, 30. Dominique, 50. Bernadette, 200. Patricia, 200. Future chômeuse, 50. Valérie, 100. Laurence, 30. Françoise, 20. Joël, 10. François, 10. Laurent, 30. Cheick, 20. Travailleur, 30. Séu Véronique, 30. Patrice W., 300. Mariane L., 50. Bernard, 100. Stéphane, 40. Isabelle, 100. Robert, 30. Chavrot, 10. Anonyme, 10. Sylvie, 150. Davoult, 30. Un ouvrier retraité, 100. Une espagnole, 18. Un artisan, 100. Mpondo, prof, 10. BSB, 50. BSS, 50. Luquet, prof, 30. Plantin, 10. Bessineto, 20. Baruch, 20. Antoine, 20. Arlette, 20. Travailleur Thomson Malakoff, 11. Tarbé, 20. Richoux, 100. Vergez, 40. Zoé, 50. Gette, 100. Santini, 200. Sow, 50. Nic, 50. Dupart, 25. Patrice, 20. Un sympathisant, 20. Pour la liberté, 10. Parce que vous êtes

sympathiques, 5. 3 jeunes, 50. Alain, 5. Un jeune de PTT, 10. Pour Arlette, 5. Jazou, 50. Une internationaliste, 6. Daniel et Josette, 100. Un chômeur de Colombes, 10. Pallec R., 10. Charlie et Pascale, 150. Pour les autocollants, 25. Denicit, 10. Lacroix, 50. Marc, 305. Une mère, 200. Une sœur, 50. Speck J.-Louis, 50. Copain PTT-LCR (Nanterre), 20. A.G. pour la fusion LCR-LO, 50. Philippe (Rueil), 100. Michel, (Nanterre), 10. Nathalie (Rueil), 20. Dufour J., 30. Decelle S., 170. Lucette, 100. Paulette, 50. Ilyia, 10. Pecquet, 20. Lemaigre, 15. Michèle C., 22. Pour Lutte Ouvrière, 15. Alain, 30. Véronique M., pour la voix des travailleurs, 10. Jérôme, 20. Pinçon, pour la vérité, 20. Piétri Claude, employé Défense nationale, 27. Pascal, Geneviève, employés, 20. Une chômeuse, Louise, 20. Coutat Richard, 15. Un chauffeur-livreur, 10. Deroserevil, 100. Pasquet, 10. Une sympathisante, 100. Une sympathisante, 100. Casbonne Jean-Pierre, 100. Giuliani Isabelle, 30. Dominique, 100. Brigitte, 50. Christian, 50. François, 50. Valérie, 20. Nathalie, 20. Collecte Chausson - Gennevilliers (72 personnes), 265. Jean-Marie Henrard, 50. Monique, 20. Sylviane, 20. M. et Mme Fleurot et leur fils, 30. F. Royant, 100. N. Royant, 300. Prof, 50. Augustin, 30. Yves, 100. David (Sorbonne), 50. Nathalie (Sorbonne), 50. Wolf, 30. Tonnelico Maurice, 20. Teissier Catherine, 50. Laïla, 100. Laurence, 50. Brigitte, 50. Philippe, 100. Dumoitier, employé, 10. Legros AS, 10. Martin, ouvrier, 40. Flageollet, inf, 50. Natio AS, 10. Claudie, 50. Fischer, AH, 20. Adelaïde, 299. Julie, 252. Véronique, BNP, 100. Jacqueline P., (AS), 50. La mère d'un militant, 250. Pour arrondir, 9. Sylvie Babadjan, 100. Daniel Chartier, 50. Korellé Patricia, 100. Philippe, 150. Bernard, 50. F.G. (Arras), 50. Manuela, 100. Isabelle, 50. Cecilia, 25. Popol, 25. Slimane, 25. Chantal, 20. Alain, 50. Dom., 25. Pascale, 20. Pour arrondir, 10. Vrignaud Cathy, 50. Francine, enseignante, 200. Martine, instit., 30. J.-Marc, instit., 50. M. Ange, instit., 40. Le Guernic Anne-Marie, 30. Frébaut Pascale, 30. Institut. Colombes, 100. Lapaire Colette, 100. Yvonne, 100. Martin, 300. Georges K., 50. Un sympathisant, 30. Annick, 100. Grand-mère sympathisante, 20. Dedette, sympathisante, 20. Sympathisante, 10. Sympathisant, 20. J.-M. Clergé, 100. Sympat., 20. Sympat., 20. Mr. Denie, 50. M. Boinoise, 50. Emmel, 100.

GENNEVILLIERS

Bounab, 200. Krurien, 50. Seco, 10.

TOUR NOEBEL - LA DEFENSE

Calves, 10. Une sympathisante, 100. Une sympathisante, 100.

LYCEE DE VITRY

Labussière, 120. Ducouet, 20 + 10. Romero, 20 + 20. Rivière, 50. Anonyme, 50. José Aberdam, 20. Valérie Vidal, 50. Costes Françoise, 50.

COMPIEGNE

Prof Compiègne, 100. Renard Jean-Luc, 30. Vive la Révolution, 50. Thierry, 52. Un travailleur émigré, 10. Hostyn (ménagère), 15. Duclos (PTT), 6,30. Jaffrin, 100. Alix, 10. Carlier Samuel, 30. A bas les bourgeois !, 40. Vive nous ! 40. Zior (ou le rouge), 40. Pour compléter, 0,70. Perrot Bernard, 150. Mme Delaire (travailleuse), 10. Travailleur émigré, 10. Mme Beaufils (ménagère), 10. Quenton (chômeur), 10. Eric G., 20.

AISNE

Effroy J.-Claude, 100. Leguilly, 20.

ARDECHE

Capron Ghislaine, 50.

LOT ET GARONNE

Un sportif de Villeneuve sur Lot,

Camille F., 30. Une enseignante retraitée, 20. Titi retraitée (Villeuneuve-sur-Lot), 30. Michel, restaurateur en Lot et Garonne, 200. Un enseignant de français critique, mais sympathisant, 44. Merle, 50. Un agriculteur de Monflunquin, 50. Nauailles, 30. Pons, 30. Professeur Mortemousque, 50. Markom, 20. Jariges, 10. Claverie, 50. Delsuc Claudine (O'Clock), 94. Lombeck, 50. Un agriculteur de Laussou, 50. Une mamy de 80 ans, 10. Laborantin à Jonneins, 200.

OZOIR-LA-FERRIERE

François, 30. Anna, 40. Dominique, 20. Saïd, 20. Jean-Paul, 30. Maumousse, 20. pascal, 15. Rachid, 15. Camel, 10.

CHR LILLE

Yolande, 50. Cécile, 20. Loulou et Michel, 100. Françoise, 100.

LILLE

Renotte, 20. Beugnies et Coder, 26. Michel, 250. Un aide-soignant, 100. Sylvie, chômeuse, 50. Odile Destombes, secrétaire, 300. Bouveries Paule, 40. Un prof, 50. Un sympathisant, 100. Un sympathisant, 100. Un éducateur, 20. Alain, cuisine CHR, 100. Un enseignant de la Madeleine, 200. Gilles, 280. Véronique, 15. Marie Françoise, 50. Joëlle, 10. Geneau, 20. Potvin, 17. Gasnier, 20. Militant LCR, 100. Jean-Louis et Claudie, 20. Une sympathisante, 50. Françoise Moray, 70. Mère d'une sympathisante, 50. Jeanine CHR Lille, 50. Albert, retraité Massey, 20. Une travailleuse de CIT Alcatel, 50. Ouvrier textile, 15. Billard, travailleur, 10. Artisan, 30. Florin, 15. Routier sympa, 50. Michèle, 50.

SAINT-BRIEUC

Katell, 10. Hervé, militant LCR, 30. Béatrice, 400.

RENNES

Véro et Jean-Pierre, 200. Par sympathie, 10. Un jeune militant, 15. Le Turdu Hervé, 10. X, 10. X, 10. Une jeune militante, 200. ZUP Sud, 75. Sympathisante, 800.

LORIENT

Evelyne, 50. Gilles, 20. Lycéen, 10. Artisan, 18. Evelyne, 34. Pierre, 50. Marie, 50. Claudette, 50. X, 14. Y, 10.

LA ROCHELLE

Employé URSSAF La Rochelle, 30.

TOURS

Maryvonne, 20. A la fête, 17. Bon courage, 10. Bon courage, 10. Pierre, 10. Gérard, 10. Betty et Bertrand, 100. Dominique, 20. Eliane, 30. Legeard, 100. Delmas, 10.

POITIERS

Prechard J.M., 50. Rosita, 20. Femme de chambre, 25.

CEGEDUR ANGERS

Chateigner J., 100. Vallée A., 100. Pantalais, 100. Occobert, 100. Pelletier, 100. OS Cezus, 50. OS Cezus, 50. OS Cezus, 50. P. Leber, 200. Sodexho, 10. P. Noussy, 10. Teshi, 50. Porran J.F., 30.

ALSTHOM-ATLANTIQUE

Collecte CA, 250.

SAINT-NAZAIRE

Enseignante, 10. Blandeau, 10. André, 10. Breton, 10. Gosselin, 10. Enseignant, 10. Tendero, 20. Chemeton, 30. Quimper, 50. Bejnoni Khaled, 10. Péléguy Romain, 10. Un ami, 10. Moisirro Alain, 10. Meeting A.L. à Rennes, 660.

TOTAL DES SOMMES REÇUES A CE JOUR : 1.034.421 F

LES LIVRES DE L'ÉTÉ

Pendant les vacances, c'est bien connu, on en a des choses à faire ou à voir : des visites, des promenades, des séances de sieste prolongée, la tête à l'ombre, les pieds au soleil.

Mais quels que soient vos goûts, vos attirances ou vos positions, vous pourrez toujours trouver du temps pour ouvrir — et lire bien sûr — un ou plusieurs livres.

Pour vous aider à faire votre choix, nous commençons cette semaine la publication d'une sélection de livres dont nous avons publié les critiques durant les 12 mois écoulés et qui nous ont semblé être de bonne compagnie pour cet été.

URSS

LA VIE QUOTIDIENNE DES PAYSANS RUSSES DE LA RÉVOLUTION À LA COLLECTIVISATION (1917-1939).

de Nicolas Werth.

Une description documentée et vivante de la paysannerie russe dans les années 1920. Malgré une tendance à identifier la politique bolchévique et celle de Staline, ce livre donne un ensemble d'informations précises et se lit avec intérêt.

Ed. Hachette. 390 pages. 85 F.



16 FUSILLÉS A MOSCOU.

de Victor Serge.

Réédition d'une brochure écrite en août-septembre 1936 sur le premier procès de Moscou, qui a entraîné la condamnation à mort de Kamenev, Zinoviev, Smirnov, anciens dirigeants du Parti Bolchevik et de la Révolution d'Octobre. En noyant dans le sang la génération qui avait fait Octobre 1917, le stalinisme prenait la responsabilité du plus formidable recul de toute l'histoire du mouvement ouvrier.

Ed. Spartacus.

ANDROPOV AU POUVOIR.

de Jaurès Medvedev.

Une présentation rapide du chef d'Etat soviétique disparu, écrite quelque temps après son accession au pouvoir. Ce livre vaut surtout pour la description des rouages de la hiérarchie de la bureaucratie soviétique et des mœurs qui y règnent.

Ed. Flammarion. 251 pages. 28 F.

TRAVAIL ET TRAVAILLEURS EN URSS.

de Jacques Sapir.

Cette courte étude fourmille de données précises et récentes sur le monde du travail en URSS. L'auteur traite aussi bien de la fixation des prix, de l'organisation de la production et du plan, que des moyens de les ajuster aux besoins réels. Il donne aussi de nombreux renseignements sur l'organisation du travail, la hiérarchie dans les entreprises, les horaires de travail, légaux ou non, sur les conditions de travail, les salaires officiels et les revenus réels.

Ed. La Découverte. 127 pages. 29 F.

USA

LA CHASSE AUX SORCIÈRES.

de Marie-France Toinet.

Propose l'ensemble de la documentation disponible aujourd'hui sur une période noire de l'histoire des Etats-Unis. De 1947 à 1954, pendant la Guerre froide, la vie de millions de citoyens américains fut bouleversée par le maccarthysme, la chasse aux « sorcières » modernes, contre les communistes, les libéraux et les syndicalistes.

Ed. Complexe, Collection La Mémoire du Siècle. 206 pages. 34 F.

EN FRANCE HIER ET AUJOURD'HUI

LA VIE TRAGIQUE DES TRAVAILLEURS.

de Léon et Maurice Bonneff.

Par deux auteurs liés au mouvement socialiste d'avant la Première Guerre mondiale, un tableau saisissant de la vie ouvrière en France au début de ce siècle. Les conditions de travail, l'exploitation féroce, la naissance des premiers syndicats, les luttes, y sont minutieusement décrites.

Ed. EDI. 266 pages. 78 F.

BABEL COLLEGE.

de Maurice Lemoine.

Un reportage sur la vie des collégiés de la banlieue parisienne pendant l'année scolaire 1982-1983, ainsi qu'une présentation, sans

sel, des différents projets de réforme.

Ed. Autrement. 245 pages. 49 F.

P... COMME POLICE.

d'Alain Hamon et Jean-Charles Marchand.

Guerre des polices, police et politique, bavures, la police qui fait peur... tels sont les aspects abordés par ce livre bien documenté. Les illusions réformistes des auteurs ne nuisent pas à l'efficacité dénonciatrice des faits cités.

Ed. Alain Moreau. Coll. Confrontations. 418 pages. 89 F.



ALLEMAGNE NAZIE

LE MYSTÈRE DE LA MALLE N° 1.

de Pierre Mac Orlan.

Parmi cinq reportages sur des sujets divers, deux, sur le fascisme en Italie et la montée du nazisme en Allemagne, permettent de comprendre de façon vivante cette période.

Ed. 10/18. Coll. Grands Reporters. 250 pages. 30 F.

ORANIENBURG 1983.

Ecrit par un socialiste allemand, partisan de l'ordre bourgeois, admirateur de l'armée, un livre néanmoins intéressant qui rappelle que les premiers à peupler les camps de concentration nazis furent les militants et hommes politiques de gauche, à commencer par les militants et sympathisants communistes (neuf détenus sur dix !).

Ed. La Pensée Sauvage. 127 pages. 55 F.

IMPÉRIALISME... ET SOUS-DÉVELOPPEMENT.

HISTOIRE DU CAPITALISME.

de Michel Beaud.

Une histoire claire, vivante et concise du capitalisme, en 340 pages, par un auteur qui croit malgré tout à l'avenir du système.

Ed. du Seuil. Coll. Points. 341 pages.

ISRAËL DE LA TERREUR AU MASSACRE D'ÉTAT.

d'Ilan Halevi.

A partir de témoignages sur les massacres de Sabra et Chatila, l'auteur dresse un réquisitoire contre l'Etat sioniste d'Israël. Un livre accusateur sur le terrorisme anti-arabe, un des piliers de la politique de l'Etat israélien.

Ed. Papyrus. 181 pages. 64 F.

LES JACOBINS NOIRS.

de C.L.R. James.

Réédition d'un livre qui retrace avec chaleur la lutte d'émancipation des esclaves noirs de Saint-Domingue à la fin du XVIII^e siècle et qui aboutit à la « Première République noire du monde ».

Ed. Caribéennes. 375 pages. 89 F.

FINIS, LES LENDEMAINS QUI CHANTENT (2): LA CHINE DÉCOLLECTIVISE.

de René Dumont.

Une histoire de la politique agraire menée en Chine depuis la révolution jusqu'à aujourd'hui. Un livre qui fourmille d'informations inédites.

Ed. du Seuil. 332 pages. 85 F.



UN HOMME A PART.

de Gilles Perrault.

Né en 1914, membre des groupes qui donnèrent naissance au PC égyptien, dirigeant des réseaux d'aide au FLN en France pendant la guerre d'Algérie, créateur d'une organisation de soutien technique aux mouvements de libération nationale dans le Tiers Monde, assassiné en 1978, tel fut la vie d'Henri Curiel, dont Perrault dresse un portrait passionné et admiratif.

Le livre vaut moins pour le portrait d'un aventurier, stalinien, que par ce qu'il relate de la période et des événements traversés.

Ed. Barrault. 600 pages. 98 F.

L'EVENTAIL DE FER OU LA VIE DE QIU JIN.

de Françoise d'Eaubonne.

Un récit passionnant sur la Chine de la fin du XIX^e siècle à travers une grande figure du féminisme révolutionnaire que fut Qiu Jin. Une femme chinoise qui affronta les préjugés d'une Chine encore archaïque et prit part aux luttes contre la dynastie mandchoue.

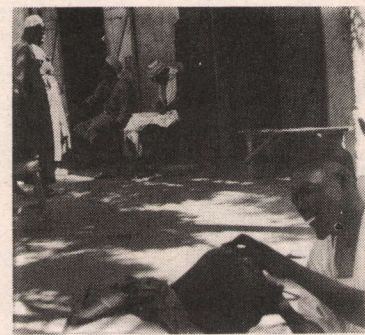
Coll. Encre. 72 F.

LA VILLE EN AFRIQUE NOIRE.

de Jean-Marc Ela.

Malgré un vocabulaire sociologique plutôt pesant, ce livre donne des informations nombreuses et diversifiées sur la vie dans les villes d'Afrique noire, gigantesques bidonvilles.

Ed. Karthala. 219 pages. 68 F.



L'EXPLOSION SYNDICALE.

par Apartheid-Non.

Une mine d'informations sur le mouvement ouvrier sud-africain.

Ed. Apartheid-Non. 30 F.

HISTOIRE

L'AFFAIRE.

de Jean-Denis Bredin.

Il s'agit bien sûr de l'affaire Dreyfus. L'auteur développe à la fois les « trois affaires » qui se sont succédées de 1894 à 1906 et fait tout un tableau de la société française de cette époque en rendant l'atmosphère créée par le combat entre les dreyfusards et les anti-dreyfusards.

Ed. Julliard. 496 pages. 90 F.

SCIENCES

EINSTEIN.

de Jean-François Griblin.

Un récit simple et vivant sur le fondateur de la théorie de la relativité, qui décrit les divers aspects du savant : théoricien, homme, humaniste.

Ed. Mengès. 79 F.

LE MEXIQUE PUNI

Un reportage de Jack London, correspondant de guerre au service de l'armée des Etats-Unis

Ce livre en surprendra plus d'un. Tous ceux qui connaissent en Jack London un auteur-aventurier aux idées généreuses, membre du Socialist Party of America, seront étonnés de cet ouvrage résolument pro-impérialiste constitué de six reportages écrits en mai et juin 1914. Jack London était l'un des correspondants de guerre de l'armée des USA qui venait d'expédier quelques milliers de « marines » et cinq croiseurs dans le port mexicain de Veracruz.

A cette époque, le Mexique était en pleine révolution, Zapata au sud et Pancho Villa au nord luttant contre le dictateur Victoriano Huerta. Dans cette situation troublée, les Etats-Unis commencèrent par miser sur Huerta avant de l'abandonner, intervenant indirectement d'abord en permettant ou non l'arrivée d'armes, puis directement, par leurs propres troupes, pour protéger avant tout les intérêts de leurs compagnies pétrolières. Une préface de Francis Lacassin, responsable de la publication de ses œuvres, vient rappeler que London, envoyé au Mexique comme correspondant de guerre, ne fut finalement admis par les militaires qu'après avoir

renié le pamphlet antimilitariste qu'il avait publié l'année précédente. Aspect « peu reluisant » de sa carrière, ajoute Lacassin... mais ce n'est rien en comparaison de son reportage !

Tous les articles composant *Le Mexique puni* sont un panégyrique de l'armée américaine, une ode à la gloire de « nos soldats, costauds, au regard assuré et ardent », de « nos navires de guerre, véritables laboratoires » dont les prouesses techniques doivent convaincre les contribuables américains de « ne pas regretter l'argent dépensé ces dernières années ».

En face d'eux, les soldats mexicains, « ces créatures bovines de basse qualité », n'ont ni technique ni chefs compétents. D'ailleurs les Mexicains ne savent pas plus gouverner leur pays que faire la guerre ; du moins cette fraction de Mexicains qui fomentent tous les troubles. Et qui sont-ils ? Les métis, qui n'étant « ni des Blancs, ni des Indiens, ont en eux, comme les Eurasiens, les vices des deux races mélangées et aucune de leurs vertus ».

Bien évidemment, « les Mexicains cultivés acclament

l'intervention américaine avec frénésie » et admirent « l'œuvre de ces hommes blancs qui savent aussi bien administrer que combattre ».

Certes, la guerre est une chose atroce et nous vivons dans « un monde de cinglés », reconnaît London ; mais justement, « aussi longtemps que certains pays resteront armés dans un monde sauvage et barbare, aussi longtemps les nations éclairées devront rester armées ». Et la nation éclairée par excellence, « le Grand Frère » — l'expression est de London — ce sont les Etats-Unis qui ne peuvent d'ailleurs pas laisser leur ensemble pétrolier de deux milliards de dollars « à la merci de stupides anarchistes ».

Et ainsi de suite, on pourrait multiplier les citations du même style, sans savoir si c'est le grotesque ou l'abject qui l'emporte.

Jack London avait alors 38 ans. Il devait mourir en 1916, deux années plus tard. Mais apparemment le London courageux et généreux s'était éteint dès 1914 pour laisser place à l'arriviste.

Sylvie MARECHAL

Le Mexique puni de Jack London. Ed. 10/18. 310 pages.

COMMUNIQUÉS

UN TEXTE SUR LA POLOGNE EN AVIGNON

— Sylvie Hamelin récite, ou plutôt joue, un texte d'une Polonaise, Jeanne Hyvrard, *Le silence et l'obscurité*, l'histoire d'un peuple qui se bat pour sa liberté.

Au Battement d'Elles, 26, rue Bourgneuf à Avignon, durant le festival, à 19 heures.



— La « Compagnie l'âne d'or » nous communique que durant le festival d'Avignon, elle présentera du 9 juillet au 5 août sa nouvelle pièce *La Nova*, d'après Myriam Matalon. A la Chartreuse, 4, rue de l'Amelier-Villeneuve-lès-Avignon.



L'Union Poitou-Charentes-Vendée pour la Culture Populaire coordonne pour la huitième année le Festival d'animation rurale, qui se déroule jusqu'au 2 septembre dans toute la région.

Toutes les manifestations sont réalisées par des associations formées de jeunes bénévoles soucieux de déve-

lopper une animation spécifique et adaptée au milieu rural.

De nombreuses expériences se font en collaboration étroite avec la population locale.

Pour tous renseignements : La Maison des Rurales, B.P. 1-VOUILLE 79230 PRAHECQ. Tél. : (49) 75.67.71.



Le Théâtre à Bâtir de Roger Segura et Dominique Toulemonde que nos amis ont pu rencontrer lors de la dernière fête annuelle de Lutte Ouvrière, présente un nouveau spectacle : *Rêves d'amour* (mise en scène Gilbert Beugnot, régie Isabelle Maten). Tous les soirs à 21 h jusqu'au 15 juillet. Dans le cadre des « Soirs d'Eté », aux Arènes de Montmartre, rue Chappe Paris 18^e (au pied du Sacré Cœur).

Prix des places : 50 F ; collectivités, chômeurs, cartes Verticales : 30 F.

Les 8, 11 et 15 juillet à 15 h, ils présentent en matinée *P'tits Josephs vont à la plage* et *Le Grand Vol des Josephs* (places : 15 F ; enfants : 10 F).

Renseignements au 324.39.12. Pour se rendre aux Arènes, on peut descendre au métro Abbesses et prendre le Funiculaire.

Sélection télévision

Samedi 7 juillet

TF1. 21 h 55. Alfred Hitchcock présente chaque samedi soir, pendant dix semaines, des histoires courtes d'humour noir qu'Hitchcock réalisa de 1955 à 1961. Ce soir, *Un incident de parcours*, une histoire de cadavre dans un coffre de voiture...



A2. 20 h 35. Gala de la presse. Version journalistique du « Gala de l'Union des artistes ». Les vedettes de la presse et des journaux télévisés en piste.
A2. 21 h 35. Les enfants du rock. « Kid Créole et les Cocanuts », humour et clips vidéo.
FR3. 21 h 25. Concert à Lille. L'orchestre national de Lille joue l'ouverture du *Roi d'Ys* d'Edouard Lalo, et la *Symphonie fantastique* d'Hector Berlioz.

Dimanche 8 juillet

TF1. 20 h 35. Film : *Un si joli village*. Une étude de mœurs dans un milieu provincial à pro-



pos d'un meurtre, sur fond de crise économique et de préparation électorale. Avec Victor Lanoux en patron arrogant, cynique, véritable seigneur, et Jean Carmet, petit juge refusant la justice de classe.

A2. 15 h. Tennis : Wimbledon, finale simple messieurs.

A2. 21 h 40. Dans la série *Faits divers* : *Le vent du Nord*. Patrick, jeune chômeur de 16 ans, à la recherche d'un emploi introuvable, décide de détourner un bus de ramassage scolaire pour rejoindre celle qu'il aime en Hollande. Cela s'est réellement passé il y a quelques années...

FR3. 20 h 35. Témoins : le sculpteur Henri Moore chez lui, dans son atelier, évoque les fondements de son œuvre.

FR3. 22 h 30. Cinéma de minuit : Cycle Tourneur père et fils : *Toto* (1933) avec Albert Préjean et Renée St-Cyr.

Lundi 9 juillet

TF1. 20 h 35. Film : *Trois heures dix pour Yuma* de Delmer Daves (1957). Un western qui tente de recréer la véracité de la vie du Far-West. Il y a quand même des bandits et une attaque de diligence.

TF1. 22 h 05. *Etoiles et toiles*. Frédéric Mitterrand évoque la mode des « péplums » au cinéma. De *Quo Vadis* aux *Derniers jours de Pompei*, en passant par *Spartacus*.

A2. 20 h 35. La trilogie de la législation. La deuxième partie de la pièce de Goldoni qui met en scène l'aristocratie vénitienne décadente du XVIII^e siècle. Mise en scène brillante de Giorgio Strehler.

Mardi 10 juillet

TF1. 20 h 35. Cap Canaveral : *objectif nature*. Autour du centre spatial, les marécages tro-



picaux de Floride et la protection de la faune et de la flore.

TF1. 22 h 20. V.O. de nuit : *Cri de femmes*, film grec de Jules Dassin (1978), avec Mélina Mercouri. L'infanticide dans la vie et sur la scène.

A2. 20 h 35. Film : *L'étoile de l'espoir*. Film arménien. La lutte des Arméniens contre la domination turque.

Mercredi 11 juillet



TF1. 21 h 25. *L'histoire à la Une : Un été brûlant*. Juillet 1944. Un mois charnière de la fin de la guerre. On meurt encore dans tous les coins de France, tandis qu'aux Tuileries des orchestres allemands jouent des airs de Beethoven.
A2. 22 h 40. Cent ans d'automobile française : du teuf-teuf au turbo. 2^e émission de la série. Ce soir, l'industrie automobile. Comment on en est arrivé aux

deux groupes actuels, Renault et Peugeot.

FR3. 21 h 55. *Les yeux fermés* (film français de Joël Santoni, 1971). Un jeune comédien, choqué par le suicide d'un ami, décide de se comporter comme un aveugle, pour ressentir le monde extérieur de manière différente. Réalité, imaginaire et hallucinations.

Jeudi 12 juillet

A2. 22 h 30. *La route des icebergs*. Documentaire. Pétroliers et icebergs face à face.

FR3. 22 h 30. *Chronique d'un pays noyé*. Les derniers mois d'une vallée engloutie par la mise en service du barrage de Villerest sur la Loire.

Vendredi 13 juillet

TF1. 14 h 30. Tennis : *Coupe Davis* (France-Tchécoslovaquie).

TF1. 18 h 20. Une autre vie : *Moloko le sorcier*. Document sur les Indiens de Guyane.

FR3. 20 h 35. *Vendredi. L'Amazonie : une forêt à abattre*. Un reportage sur la destruction sans scrupules de la plus grande forêt du monde.

A2. 21 h 35. *Apostrophes : Chats et chiens*.

A2. 23 h. Ciné été : *Le garçon sauvage*. Film de Jean Delannoy avec Madeleine Robinson (1951).

« UTU »

Utu signifie « vengeance » en langue maorie, la langue des indigènes de la Nouvelle-Zélande, cet Etat formé de deux grandes îles, aujourd'hui indépendant, mais naguère colonie britannique. Il reste très peu de Maoris de nos jours : ils ont presque tous été exterminés par l'armée anglaise lors de la conquête coloniale au XIX^e siècle. Aujourd'hui la Nouvelle-Zélande est un pays « blanc ». Elle fut colonie de la couronne à partir de 1840.

Le film lui se déroule en 1870, en pleine période de répression coloniale. Les Maoris n'étaient pas unis. Certains d'entre eux servaient même de troupes auxiliaires dans les rangs britanniques, notamment Te Wheke, le héros de *Utu*, qui était éclaireur au service des Blancs.

Mais Te Wheke découvre un jour son village détruit et sa famille massacrée par les troupes coloniales. Alors, désespéré et enragé, il décide de se venger. Il prend le maquis et avec d'autres révoltés, il massacre tous les Anglais qui lui tombent sous la main, faisant régner la terreur.

Les troupes britanniques prennent alors le rebelle en chasse, pendant que le trouble naît dans la cons-



science des Maoris employés par les oppresseurs. Sont-ils dans le bon camp ? N'est-il pas temps de passer de l'autre côté ? La prudence ne conseille-t-elle pas au contraire de rester avec les occupants ?

Finalement Te Wheke est capturé et exécuté.

Dans cette affaire le propos du réalisateur est nuancé. Certes il n'absout pas les crimes coloniaux, mais il ne plaide pas non plus la cause des Maoris. Dans la société néo-zélandaise actuelle, il y a sans doute encore des choses qu'il convient de dire prudemment, et c'est pourquoi sans doute c'est le côté western qui domine dans ce film.

Jacques FONTENOY

Sélection cinéma

Films récents...

MISSISSIPPI BLUES.
de Bertrand Tavernier et Robert Parrish.

Un voyage dans l'Etat du Mississippi. Par petites touches, les réalisateurs nous entraînent aux sources du « blues ».

Movies les Halles 1^{er}. Studio de la Harpe 5^e. La Pagode 7^e. Boite à Films 17^e.

LE MYSTÈRE SILKWOOD.
de Mike Nicols.

Une ouvrière dans une usine nucléaire dénonce le mépris des industriels pour les conditions de travail et de vie des travailleurs.

Gaumont Les Halles 1^{er} (vo). Berlitz 2^e. Saint-Germain Village 5^e (vo). Bretagne 6^e. Colisée 8^e (vo). Elysées Lincoln 8^e (vo). Sept Parnassiens 14^e (vo). 14 Juillet 15^e (vo).

VENT DE SABLE.
de Lakhdar Hamina.

Un film violent et dénonciateur sur la vie et sur la condition féminine dans le désert algérien.

Bonaparte 6^e (vo).

L'ADDITION.
de Denis Amar.

A la suite d'un incident banal, un homme est pris dans l'engrenage de la prison.

Marbeuf 8^e.

L'ETOFFE DES HÉROS.
de Philip Kaufman.

Les premiers Américains dans l'espace, un film à la gloire de l'Amérique certes, mais plein d'humour et d'images superbes. Le film dure plus de trois heures mais on ne voit pas le temps passer.

UGC Opéra 2^e (vo). Biarritz 8^e (vo). Ecurial Panorama 13^e (vo).

... et moins récents...

WEST SIDE STORY.

de Robert Wise.

Une tragédie musicale à

l'américaine sur le thème de Roméo et Juliette.

Forum Cinéma Orient Express 1^{er} (vo). Paramount Odéon 6^e (vo). Publicis Elysées 8^e (vo). Paramount Opéra 9^e (vo). Paramount Bastille 12^e. Paramount Galaxie 13^e. Paramount Montparnasse 14^e (vo). Convention Saint-Charles 15^e.

LES BLUES BROTHERS.
de John Landis.

Une comédie musicale Blues avec des poursuites infernales et beaucoup d'humour.

Ciné Beaubourg-les-Halles 3^e (vo). Danton 6^e (vo). Montparnasse UGC 6^e. UGC Boulevard 9^e. UGC Gare de Lyon 12^e. UGC Champs-Élysées 8^e (vo). UGC Gobelins 13^e. Mistral 14^e. 14 Juillet 15^e (vo). Images 18^e.

FAME.
de Alan Parker.

La passion de jeunes élèves pour la musique, la danse... et la réussite sociale !

Gaumont les Halles 1^{er} (vo). Berlitz 2^e. Saint-Michel 5^e (vo). Colisée 8^e (vo). St-Lazare Pasquier 8^e. 14 Juillet 11^e (vo). Fauvette 13^e. Bienvenue 15^e (vo). Gaumont Convention 15^e. Paris-Maillet 17^e. Images 18^e. Gambetta 20^e.

... et de vieux films à voir ou à revoir

MAIS QUI A TUÉ HARRY ?
d'Alfred Hitchcock.

Trop de coupables pour un cadavre qu'on ne cesse d'enterrer et de déterrer.

Forum Cinéma Orient Express 1^{er} (vo). Hautefeuille 6^e (vo). Olympic Saint-Germain 6^e (vo). Marignan 8^e (vo). Action Lafayette 9^e (vo). Français 9^e. 14 Juillet 11^e (vo). Nation 12^e. Fauvette 13^e. Montparnasse Pathé 14^e. Trois Parnassiens 14^e (vo). 14 Juillet 15^e (vo). Clichy Pathé 18^e. Secretan 19^e.

LE VOLEUR DE BICYCLETTE.

de Vittorio de Sica.

Un drame du chômage à Rome, juste après la guerre. Espace Gaité 14^e.

LES SEPT SAMOURAI.
d'Akira Kurosawa.

Des combattants enseignent à des villageois à résister à des brigands et à les vaincre.

Panthéon 5^e.

QUAND PASSENT LES CIGOGNES.

de Mikhaïl Zalatozov.

Film soviétique : le drame d'une jeune femme qui a perdu tous les siens lors d'un bombardement, et qui n'a plus de nouvelles de son fiancé parti au front.

Cosmos 6^e (vo).

MANHATTAN.

de et avec Woody Allen.

Les drames sentimentaux et burlesques d'un intellectuel juif new-yorkais mal dans sa peau.

Studio Alpha 5^e (vo).

NOBLESSE OBLIGE.

de Robert Hamer.

On n'a parfois pas le choix : il faut assassiner les membres de sa famille ! Un chef-d'œuvre de l'humour britannique.

Action Ecole 5^e (vo).

TO BE OR NOT TO BE.

d'Ernst Lubitsch.

Une troupe de théâtre polonaise résiste aux nazis. Mais Shakespeare résiste aux acteurs...

Saint-André-des-Arts 6^e (vo).

L'HOMME QUI EN SAVAIT TROP.

d'Alfred Hitchcock.

En réalité, il ne savait rien, mais les apparences étaient contre lui.

St-Michel 5^e (vo). George V 8^e (vo).

EL.

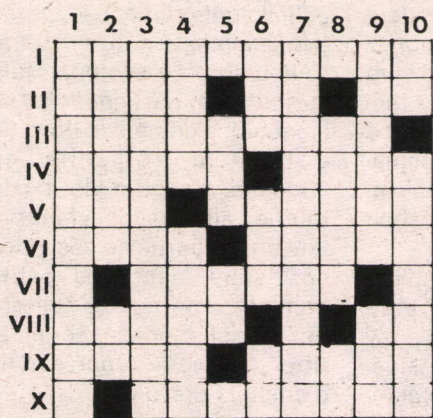
de Luis Bunuel.

La jalousie jusqu'à la paranoïa.

Forum Orient Express 1^{er} (vo). 14 Juillet Parnasse 6^e (vo). 14 Juillet Racine 6^e (vo). George V 8^e (vo). 14 Juillet Bastille 11^e (vo).

Mots croisés

Solution du 840

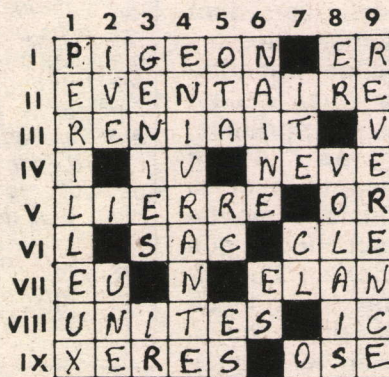


HORIZONTAL :

1. Elle a des cuisses appétissantes. 2. Département. Abréviation routière. En matière de. 3. Oublis. 4. Pois de senteur. Elle se lève quand elle est bonne. 5. Agitation printanière. Amiral allemand. 6. Air. Qui présente les couleurs de l'arc-en-ciel. 7. Radiosource. 8. Ex-président de la RFA. Révolution. 9. Vieilles colères. Jeune végétal. 10. Tortueuse.

VERTICAL :

I. Christophe Colomb lui donna une nouvelle dimension. II. Bruit confus. Fin d'infinif. III. Arts de la controverse. IV. Lac monstrueux. Egalement. V. Serac en partie fondu. Le meilleur. VI. Canton suisse. Forme d'avoir. Symbole chimique. VII. On ne peut l'ouvrir. VIII. Roi de Perse. Article qui vaut de l'or. IX. Agiles. Les rides viennent avec. X. Dans l'Est. Fatigué.



APRÈS QUATRE MOIS DE GRÈVE DES MINEURS ANGLAIS

Le gouvernement Thatcher forcé au compromis

A la veille de la réunion nationale des délégués de puits qui doit s'ouvrir le 7 juillet, le gouvernement a lancé une offensive tous azimuts contre la grève.

D'abord une offensive de charme, si l'on peut dire, en promettant aux mineurs qui reprendraient le travail ces jours-ci de leur verser leurs congés payés intégralement (car pour une grande partie des mines, la période de fermeture annuelle aurait dû commencer courant juillet). Le président des Charbonnages a envoyé 180 000 lettres personnalisées aux grévistes pour leur faire cette proposition, mais sans grand succès puisque, 15 jours après, les Charbonnages chiffrent le nombre des mineurs qui ont repris le travail à la suite de cette lettre à tout juste 200 pour tout le pays. Du coup, les Charbonnages se sont mis à agiter une nouvelle carotte : tous ceux qui auront repris le travail pour une période de cinq jours au moins pourront bénéficier, s'ils le désirent, des primes de départ annoncées au début de la grève (environ 12.000 F par année d'ancienneté).

Mais sans doute les autorités ne croient-elles pas trop à l'efficacité de ces promesses pour provoquer un mouvement de reprise, car elles ont pris d'autres mesures plus « musclées ». Désormais, des contingents de policiers seront affectés en permanence dans les villages miniers où habitent des non-grévistes isolés, afin de « protéger » leurs familles. Par ailleurs, dans certaines mines sélectionnées avec soin par les stratégies des Charbonnages, les mineurs ont fait l'objet d'un démarchage individuel systématique. Objectif : trouver des volontaires prêts, moyennant gratification, à reprendre le travail sous la protection de la police. L'opération a déjà été tentée dans une mine des Midlands où un beau matin le piquet de grève a vu arriver deux cars dont on avait caché toutes les marques d'identification et dont les vitres étaient recouvertes de grillage, accompagnés d'une impressionnante escorte policière : mais la montagne n'a accouché que d'une souris, en l'occurrence d'une vingtaine de briseurs de grève qu'on était allé chercher à domi-

cile et qui ont été bien incapables de redémarrer la moindre production (ce qui n'a d'ailleurs pas empêché les Charbonnages de dire à la presse que la mine n'était désormais plus en grève...). Pendant ce temps, dans le Kent, 43 mineurs qui avaient occupé les locaux de deux puits à la suite de bruits concernant une tentative analogue, ont été licenciés sur-le-champ après l'intervention de la police.

Dans le même temps, en réponse au boycott complet, par les cheminots, de l'approvisionnement des aciéries non seulement en charbon mais aussi en minerai de fer, le gouvernement a choisi de risquer de nouveaux affrontements comme ceux d'Orgreave à la mi-juin, en organisant l'approvisionnement des aciéries par la route. C'est bien sûr tout à fait insuffisant pour rétablir le niveau normal des approvisionnements (au mieux, ils seront ainsi rétablis à 50 %), mais c'est assez pour qu'on ne puisse pas dire que les mineurs ont réussi à contraindre les aciéries à arrêter la production.

Cette offensive tous azimuts de la part du gouvernement se comprend mieux quand on sait qu'il est en train de faire des pieds et des mains pour que le NUM, le syndicat des mineurs, accepte l'ouverture de nouvelles

négociations la veille de la réunion nationale des délégués de puits. De toute évidence, les autorités voudraient bien que d'ici là se manifeste dans les mines en grève un mouvement de reprise, même très limité, mais suffisant pour qu'une partie des mineurs, ou au moins leurs délégués, aient le sentiment de se trouver dans une impasse face à un gouvernement qui est en position de force.

Mais ce n'est pas gagné d'avance, loin de là. Les mineurs bénéficient maintenant non plus seulement de gestes de solidarité ponctuels, mais aussi de la solidarité active des cheminots, qui s'est révélée très efficace depuis

une dizaine de jours dans le boycott des aciéries. La dernière journée régionale de soutien, la 5^e du type, qui a eu lieu à Londres le 28 juin a été un succès dans les transports, la santé et la presse. Ce jour-là, tous les quotidiens nationaux publiés à Londres ont paru avec un encart reprenant les revendications des mineurs. Et les rares journaux comme le *Sun*, le *Financial Times* et le *Daily Mirror*, qui ont refusé de publier cet encart ont été paralysés par une grève des ouvriers d'imprimerie.

Les mineurs savent donc qu'ils ne sont pas isolés. Ils savent aussi que leur mouvement commence à coûter très cher au gouvernement et qu'au

bout du compte, le rapport des forces peut pencher en leur faveur.

Il est vrai que cela ne préjuge pas de ce que peuvent souhaiter les participants de la conférence nationale des délégués de puits, qui est avant tout une réunion de responsables syndicaux sur lesquels les grévistes n'exercent guère de contrôle. D'autant plus d'ailleurs que certains dirigeants du NUM voudraient bien arriver à un règlement rapide du conflit. Mais, qu'ils le veuillent ou non, même les plus chauds partisans d'un compromis seront bien obligés de tenir compte de la mobilisation et des aspirations des 140 000 mineurs qui sont toujours en grève.

Les mineurs sont organisés pour tenir

Lorsque la grève a démarré, au début mars, la situation matérielle des familles de mineurs n'était pas brillante. En effet, depuis novembre 1983, la grève nationale des heures supplémentaires lancée par le NUM se traduisait par une perte de 25 à 30 % sur la paie : le salaire moyen des ouvriers des mines, toutes catégories confondues, était ainsi tombé à moins de 5.000 F par mois.

Aujourd'hui, après quatre mois de grève, il n'est plus question d'argent liquide. Les familles dont l'un des membres travaille ailleurs que dans les mines, ou même est chômeur, font figure de « privilégiées » : au moins les allocations chômage rentrent ! Quant aux autres — la majorité —, leurs seules ressources sont les allocations sociales que l'Etat verse, sous certaines conditions, aux familles dont le revenu est considéré en-dessous du seuil de pauvreté. En fait, selon les chiffres officiels, les 27 000 familles de mineurs qui ont obtenu le droit à ces allocations reçoivent moins de 230 F par semaine en moyenne.

Il faut dire que la réglementation introduite par le gouvernement Thatcher ces dernières années impose un statut spécial à tous les travailleurs en grève. C'est ainsi que tout gréviste se voit automatiquement retenir 15 livres par semaine sur ses allocations, soit plus de 50 % pour un célibataire : la raison officielle de cette brimade étant

que c'est aux syndicats d'indemniser les grévistes ! Et pour les mineurs, bien sûr touchés par cette mesure, le ministre des Affaires sociales Rhodes Boyson prépare une nouvelle réduction de 4 livres par semaine (50 F) pour « tenir compte, dit-il, des aides en nature qu'ils reçoivent de toutes parts ».

La pénurie d'argent est arrivée à un tel point dans les familles de mineurs que plusieurs grandes sociétés de crédit à la consommation se sont entendues pour mettre en place un moratoire de fait pour le paiement des traites jusqu'à la fin de la grève. Sans compter les risques de coups de colère dans les agglomérations minières que pourraient déclencher des saisies. C'est d'ailleurs cette crainte qui explique la rareté des coupures de l'électricité ou du téléphone chez les grévistes, malgré l'accumulation des factures impayées depuis des mois. Il est vrai que le CEEB, l'EDF britannique, a trouvé une astuce pour le moins mesquine pour faire quand même rentrer l'argent : dans certaines régions, elle a commencé à installer chez les mineurs des compteurs électriques à pièces qui facturent les kilowatts au fur et à mesure de leur consommation, mais à un prix sensiblement supérieur au tarif normal...

La situation serait rapidement devenue désespérée pour les grévistes s'il n'y avait pas un réseau considérable de solidarité et de com-

plicités dans toute la population laborieuse.

C'est ainsi que, outre les collectes organisées dans tout le pays, les travailleurs d'un certain nombre d'entreprises — en particulier celles qui, sans être en grève, touchent de près au charbon — reversent chaque jour une fraction de leur salaire pour les grévistes. Sans parler de la contribution ponctuelle, mais pas toujours négligeable, de nombreux artistes : les Rolling Stones sont en train de rechercher un endroit suffisamment grand à Londres pour accueillir un concert géant dont toute la recette sera reversée aux grévistes.

Dans la plupart des communautés minières, des cantines collectives ont été mises en place dans les locaux des clubs de mineurs. C'est là que sont centralisés et utilisés les colis de nourriture qu'envoient chaque jour un grand nombre de sections syndicales et d'organismes divers. La production des usines de conserves est en particulier largement mise à contribution — bien qu'involontairement — grâce à la complicité active des travailleurs de ce secteur. Mais surtout, en particulier dans les régions comme le Pays de Galles, le Yorkshire ou l'Ecosse, où toute vie locale tourne autour du charbon, une bonne partie de ces aides en nature vient des petits commerçants qui se sentent eux aussi menacés à juste titre par les suppressions d'emplois prévues.

Un intérim de grand luxe

Ian Mc Gregor, le président des Charbonnages britanniques, a déjà derrière lui un solide passé d'expert en matière de « réorganisation ». C'est lui en particulier qui, de 1979 à 1982, a été chargé de la direction du BSC, le trust nationalisé de l'acier, qu'il n'a quitté qu'après avoir fait disparaître plus de 50 000 emplois...

En fait, cet expert en licenciements n'est en fin de compte qu'un simple intérimaire loué au gouvernement anglais par la banque américaine Lazard Frères. Mais un intérimaire qui n'est pas à la portée de toutes les bourses, si on en juge par les sommes qui ont été versées à la banque Lazard, sommes que vient de publier le quotidien *Guardian* : plus de 41 millions de francs pour ses cinq dernières années de « travail », soit environ 1.000 F de l'heure...